

Silvia Federici, Maud Simonet,
Morgane Merteuil, Morgane Kuehni

Travail gratuit et grèves féministes

coordonné et introduit par Soline Blanchard,
Sébastien Chauvin, Nils Kapferer, Sabine Kradolfer,
Morgane Kuehni, Frédérique Leresche

Postface d'entremonde par Charlene Calderaro

entremonde 2020
Genève Paris

ISBN 978-2-940426-62-1

ISSN 2624-7887

Entremonde, 2020.

Cet ouvrage a bénéficié du soutien des Collectifs pour la Grève féministe du canton de Vaud, de l'EESP et de l'UNIL-EPFL, du FRI-Institut suisse d'études juridiques féministes et gender law, de la Haute école de travail social et de la santé Lausanne, du Pôle de recherche national LIVES et de l'Université de Lausanne.

Cet ouvrage a été composé en Lyon et en Neue Haas Grotesk. Il a été achevé d'imprimer en Bulgarie en octobre 2020.

Table des matières

Introduction 5

Grève du travail reproductif et construction de
communs reproductifs Silvia Federici 26

« La grève des stages est une grève des
femmes ». Formes et fondements du travail gra-
tuit aujourd'hui Maud Simonet 48

S'appropriier les luttes des travailleuses
du sexe pour (re)penser le travail reproductif
Morgane Merteuil 61

Se libérer par le travail, se libérer du travail :
perspectives féministes Morgane Kuehni 71

Postface 85

Introduction

**Travail gratuit,
l'autre raison de la colère**

**Soline Blanchard, Sébastien Chauvin,
Nils Kapferer, Sabine Kradolfer,
Morgane Kuehni, Frédérique Leresche**

2019, année féministe

La « Grève des femmes* / Grève féministe » du 14 juin 2019 en Suisse a une nouvelle fois vu s'exprimer le ras-le-bol des femmes. Ce mouvement d'ampleur exceptionnelle fait suite à une première grève organisée en 1991. Lors de chacune de ces grèves, des centaines de milliers de femmes déferlent dans les rues de tout le pays et se mobilisent dans l'ensemble de leurs espaces de vie pour dénoncer les injustices qu'elles subissent. À la différence de la grève de 1991, impulsée par l'Union Syndicale Suisse, la grève de 2019 est le fruit d'un travail mené par des femmes

de tous horizons, réunies de manière décentralisée en collectifs dans les villes, les cantons, sur les lieux de travail et d'étude. Regroupées sous la forme d'un « Manifeste pour la grève féministe et des femmes* », ses revendications ont été discutées dans le cadre de réunions de coordination des différents collectifs, au niveau cantonal et fédéral, et lors des Assises nationales tenues à Bienne le 10 mars 2019.

La grève de 1991 avait été organisée afin de dénoncer les inégalités persistantes entre femmes et hommes en Suisse, vingt ans après l'octroi du droit de vote aux femmes, et dix ans après l'introduction dans la Constitution¹ d'une disposition prévoyant l'égalité en droit et en fait. Grâce à cette formidable mobilisation, le Parlement fédéral avait enfin accepté de concrétiser cette disposition dans le droit, conduisant à la loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes (LEg) du 24 mars 1995. Malheureusement, la LEg ne s'applique qu'au travail salarié et elle ne prévoit aucun contrôle institutionnel de son application, faisant porter le poids de sa mise en

1 Art. 4 al. 2 aCst, aujourd'hui, art. 8 al. 3 Cst.

œuvre sur les personnes victimes de discrimination, pour la grande majorité donc, des femmes. Par ailleurs, elle ne connaît aucune sanction, ou des sanctions si dérisoires qu'elles ne sont en rien dissuasives. L'échec de la LEg est flagrant : plus de 20 ans après son entrée en vigueur en 1996, les inégalités entre les femmes et les hommes sur le marché du travail sont encore criantes.

En 2019, les femmes dénoncent à nouveau un grand nombre de discriminations qui ne se limitent pas aux inégalités dans la sphère productive. Elles remettent ainsi en cause l'absence de reconnaissance du travail non rémunéré (domestique et de *care*²) essentiellement à leur charge, leur faible représentation dans les médias, leur invisibilisation dans les espaces public et politique, les violences à leur égard dans la rue comme dans

2 Au sens général, le *care* désigne « une activité générique qui comprend tout ce que nous faisons pour maintenir, perpétuer et réparer notre “monde”, de sorte que nous puissions y vivre aussi bien que possible. Ce monde comprend nos corps, nous-mêmes et notre environnement, tous éléments que nous cherchons à relier en un réseau complexe, en soutien à la vie » (J. Tronto, *Un monde vulnérable. Pour une politique du care*, Paris, La Découverte, 2009, p. 143).

la sphère domestique, la dévalorisation de la sexualité féminine, des approches de la santé et de la médecine encore fortement androcentrées et, plus largement, une société aux valeurs hétéro- et cis-sexistes.

Le samedi 25 mai 2019, une journée et une nuit d'activités militantes, académiques et festives réunit des personnes engagées dans le monde de la recherche et dans des collectifs de grève³ pour échanger, débattre et préparer la grève à venir. Le choix du lieu – le café culturel et associatif « La Datcha », au cœur de la ville de Lausanne – permet de partager largement des savoirs féministes tout en questionnant les enjeux portés par la mobilisation en cours. Cette journée, intitulée « Femmes: les raisons de la colère », aborde principalement deux thématiques,

3 Nous tenons à remercier les institutions, associations et collectifs suivants, sans qui l'organisation de cet évènement n'aurait pas été possible: le Collectif grève UNIL-EPFL, le Collectif grève EESP (HES-SO), le FRI-Institut suisse d'études juridiques féministes et gender law, l'Université de Lausanne (Centre en études genre; Laboratoire capitalisme, culture et sociétés; Plateforme en études genre; Séminaire valeur) et le Pôle de recherche national LIVES.

transversales aux revendications. Tout d'abord, la grève et le travail gratuit, lors d'une conférence de Silvia Federici et d'une table ronde avec Maud Simonet, Morgane Merteuil et Morgane Kuehni. Une seconde table ronde réunit ensuite Caroline Dayer, Vanessa Monney et Léa Schilter pour traiter de la thématique du harcèlement. Tout au long de la journée, Anita Rodriguez, comédienne, accompagne le public avec des interventions humoristiques. La nuit festive qui suit est inaugurée par un concert de Billie Bird (solo) suivie par trois groupes féministes : Djettes paillettes, Enriot-&MermaidXXX et Minitel Grrls.

Le présent ouvrage réunit les contributions sur le travail gratuit. Il offre une réflexion à plusieurs voix revenant sur ses déclinaisons dans le capitalisme actuel et ses enjeux dans les mobilisations féministes. L'ouvrage inclut aussi des illustrations de huit artistes, réalisées en ville de Fribourg le 14 juin, jour de la grève. Nous remercions chaleureusement les artistes qui ont donné leur accord pour reproduire ici des photographies de leurs œuvres.

Capitalisme et patriarcat dans la Suisse contemporaine

Économie florissante (2,8 % de croissance du PIB en 2018⁴), faible taux de chômage (4,6 % fin 2018), salaires élevés (médiane à 6502 CHF bruts par mois pour un emploi à temps plein en 2016), conditions de travail avantageuses (73 % des personnes actives occupées se déclarent satisfaites ou très satisfaites au travail en 2017), taille de la classe dite « moyenne » stable depuis 20 ans (57,5 % de la population en 2016). Le monde du travail suisse fait souvent office d'eldorado en Europe, voire dans le monde, et attire une main-d'œuvre étrangère nombreuse (32,3 % de non suisses dans la population active fin 2018).

Pourtant, un examen attentif des données fait apparaître une autre réalité, celle-là moins idyllique et moins médiatisée, en particulier pour les femmes. D'abord, les chiffres globaux du chômage occultent des situations contrastées, comme le surchômage de certaines catégories

4 Pour le détail des statistiques citées dans cette partie mais non référencées, voir le site de l'Office fédéral de la statistique (OFS) : <http://www.bfs.admin.ch>.

sociales, l'accroissement du chômage de longue durée, ou encore l'augmentation du nombre de personnes chômeuses en fin de droits. Depuis dix ans, le nombre de bénéficiaires de l'aide sociale augmente de manière continue, pour atteindre près de 280 000 personnes en 2017. En outre, les réglementations très libérales du marché du travail, comme les politiques d'activation dans certains secteurs de la protection sociale, favorisent l'essor de l'emploi atypique et précaire : en 2018, 45 % des salarié·es ont un horaire de travail flexible (contre 42,1 % en 2013), 7,8 % ont un contrat à durée déterminée (6,9 % en 2013) ; 36,8 % des personnes actives occupées sont à temps partiel (+8,4 points depuis 1997) et 7,9 % exercent plusieurs activités professionnelles. Le travail s'est aussi intensifié (rythme accéléré, pression accrue des délais), générant des atteintes croissantes à la santé des travailleurs et travailleuses (stress, burn-out, etc.). Les salaires nominaux ne progressent pour autant que très lentement (moins de 1 % en moyenne annuelle depuis 2009), et les salaires réels (qui prennent en compte l'inflation) ont même diminué pour la deuxième année consécutive en

2018 (-0,4 %). Plus encore, 4,3 % des personnes actives occupées étaient touchées par la pauvreté en 2017, soit environ 165 000 «travailleurs et travailleuses pauvres» (140 000 en 2016). Dans le même temps, le niveau des dividendes versés aux actionnaires des principales capitalisations de la Bourse suisse a fortement cru (+50 % depuis 2009) pour atteindre aujourd'hui des niveaux records⁵, tout comme le nombre de millionnaires qui s'élève à 384 400 en 2018⁶.

Le tableau est encore plus sombre pour les femmes, placées en première ligne des politiques de flexibilisation et de précarisation de la main-d'œuvre qui actualisent, voire redoublent, les inégalités et les discriminations dont elles sont historiquement victimes⁷. En 2018 en Suisse, le

5 Le taux de distribution des dividendes, pourcentage du bénéfice de l'exercice distribué aux actionnaires sous forme de dividendes, aurait ainsi doublé en 20 ans et se situerait à 70 % en 2017, selon l'estimation d'un cabinet de gestion d'actifs privé (*Le Temps*, « Dividendes: des actionnaires suisses choyés jusqu'au plafond », 28 janvier 2018).

6 Capgemini, *World Wealth Report*, 2019.

7 M. Rosende, N. Benelli (dir.), *Laboratoires du travail*, Lausanne, Antipodes, 2008; M. Kuehni, N. Le Feuvre, M. Rosende, « Gendered Variations in the experience of

taux d'activité des femmes reste inférieur à celui des hommes (62,9 % contre 74,2 %) et elles sont plus fréquemment touchées par le chômage (5,3 % contre 4,5 %). Les femmes comptent pour les trois quarts des personnes travaillant à temps partiel dans le pays : il concerne six femmes sur dix (huit sur dix quand elles sont mères avec un enfant en bas âge) ; une femme sur quatre travaille avec un taux d'occupation inférieur à 50 % ; et deux travailleuses à temps partiel sur dix sont en sous-emploi, c'est-à-dire qu'elles souhaiteraient travailler plus. La ségrégation horizontale est forte, les travailleuses étant très fortement concentrées dans les secteurs d'activité liés au *care* (ex. 92 % d'employées de maison, 90 % d'aides hospitalières et 79 % d'institutrices d'école primaire en 2018), qui sont les moins valorisés socialement et les moins bien couverts du point de vue des conventions collectives de travail. La ségrégation verticale est aussi très marquée, les femmes étant cantonnées aux niveaux inférieurs de la hiérarchie socioprofessionnelle : en 2018, elles travaillent plus

Ageing at Work in Switzerland » in *Equality, Diversity and Inclusion*, n° 34, 2015, p. 168-181.

souvent que les hommes comme salariées sans fonction de direction (62,6 % contre 46,6 %); et seuls 23,9 % des postes de décision sont occupés par des femmes (conseils d'administration ou directions d'entreprises)⁸. Les inégalités salariales sont flagrantes: en 2016, les deux tiers des postes rémunérés moins de 4 000 CHF par mois sont occupés par des femmes, alors qu'elles n'occupent que 28,2 % de ceux rémunérés plus de 8 000 CHF; la même année, les femmes ont gagné 19,6 % de moins que les hommes dans le privé (16,7 % dans le public) en salaire standardisé (estimation neutralisant notamment le taux d'activité), un chiffre à la hausse depuis 2014, dont une partie significative (plus de 40 %) reste inexpliquée et correspond à de la discrimination pure et simple; de plus, si l'on considère la situation réelle, compte tenu des différences de taux d'activité, de niveau de formation, de secteur économique, etc., l'écart de salaire net médian entre les

8 F. Schlaeppli, *Répartition hommes-femmes au sein de la direction des entreprises en Suisse*, Morges, Novetur International SA, 2019.

femmes et les hommes s'élève à 35 %⁹. Tous ces phénomènes ont des conséquences directes pour les femmes en termes de précarité tout au long de leur parcours de vie, qu'il s'agisse du risque d'exposition à la pauvreté (qui touche 8,5 % des femmes contre 6,5 % des hommes en 2016) ou du niveau de rentes de retraite (de 37 % inférieur à celui des hommes en 2015, soit un écart de près de 20 000 CHF par année).

Ces inégalités systémiques sont fréquemment justifiées par le fait que les femmes mobiliseraient des qualités et compétences « naturelles », « typiquement féminines », dans le cadre de leurs activités professionnelles, et par les « obligations familiales » qui leur incomberaient à elles, et elles seules. De fait, dans les ménages hétérosexuels, les femmes ont réalisé en moyenne près des deux tiers des tâches domestiques en 2013. Cette inégale répartition est accentuée par la présence d'enfants, les femmes réduisant alors le plus souvent leur taux d'occupation ou renonçant (de façon temporaire ou permanente) à exercer une

9 J.-F. Marquis, « Expliquer les inégalités ou les effacer? » in <http://ssp-vpod.ch>.

activité professionnelle. En outre, elles prennent aussi en charge la plus grande partie du travail bénévole informel de garde d'enfants et de soins à des adultes. Ce travail reproductif est largement invisibilisé et non reconnu – les « femmes au foyer » (une mère sur cinq) étant d'ailleurs considérées comme « inactives » – alors qu'il représente 8,6 milliards d'heures de travail en 2016 (soit 700 millions d'heures de plus que le travail rémunéré en Suisse) et une valeur monétaire estimée à 374 milliards de francs!

Le travail gratuit au cœur du capitalisme

La réflexion sur l'articulation entre travail productif et reproductif, question féministe abondamment discutée dans les années 1970-1980, reste aujourd'hui encore trop souvent à la marge des débats. Les injustices subies sur le marché du travail ont tendance à faire passer au second plan le travail gratuit réalisé dans la sphère privée, comme le souligne Morgane Kuehni dans sa contribution¹⁰. Le parti pris de cet ouvrage est

10 Sur les dix-neuf revendications du manifeste pour la

d'inverser la focale pour (re)mettre le travail gratuit au centre de l'analyse. Il ne s'agit pas de se contenter d'étendre au travail reproductif gratuit les théories critiques classiques du travail salarié en faisant du travail domestique un simple appendice du capitalisme. L'œuvre de Silvia Federici¹¹ et des féministes marxistes nous incite en effet à radicaliser l'analyse, en plaçant le travail domestique féminin et son exploitation au cœur de l'économie capitaliste, et donc au cœur des luttes pour l'émancipation du travail en général.

Remettre le travail domestique non rémunéré au centre c'est, premièrement, insister sur le fait que le capitalisme repose sur ce travail pour assurer son fonctionnement. Silvia Federici le résume rétrospectivement à propos du mouvement *Wages for Housework*, dont elle fut une des figures de proue dans les années 1970 : « Au fond, le côté pour nous révolutionnaire du programme de WfH amenait à reconnaître que le capitalisme table sur

grève féministe et des femmes*, cinq concernent le travail en général, dont deux le travail domestique en particulier.

11 S. Federici, *Caliban et la sorcière*, Genève-Paris, Entremonde, 2014 ; S. Federici, *Le capitalisme patriarcal*, Paris, La Fabrique, 2019.

le travail reproductif non rémunéré pour contenir le coût de la force de travail. Si notre campagne réussissait à tarir la source de ce travail non rémunéré, elle arrêterait le processus d'accumulation du capital et obligerait le capital et l'État à se risquer sur un terrain commun à la plupart des femmes»¹². C'est parce que la bonne marche du système repose sur le travail de reproduction que celui-ci doit venir en premier dans la lutte.

Deuxièmement, comme le défend Maud Simonet dans son texte, la critique du travail gratuit féminin est centrale dans un autre sens : elle est un paradigme pour penser tout un éventail d'autres formes de travail gratuit allant du *workfare*¹³ au volontariat, en passant par le travail numérique et les stages non rémunérés. Non seulement ces variétés de travail gratuit concernent en majorité des femmes dont les compétences sont largement naturalisées, mais il s'y opère aussi le même schéma que dans le travail domestique : la

12 S. Federici, *Point Zéro. Propagation de la révolution*, Donnamarie-Dontilly, Éditions IXE, 2016, p. 18.

13 Le *workfare* renvoie à l'obligation faite aux allocataires de l'aide sociale de travailler gratuitement pour continuer à toucher leurs allocations.

mise au travail s'exécute au nom des « valeurs », de l'amour ou de la citoyenneté, qui justifient la gratuité. L'exploitation ne prend pas simplement la forme d'une soustraction entre production et rémunération mais d'un « déni de travail », au sens où l'activité elle-même est niée comme travail et la personne niée comme travailleuse. Ce déni de travail ne se produit pas uniquement dans la sphère privée (travail domestique) ; bien au contraire, il s'opère sur le marché du travail dans les entreprises privées (stages), dans beaucoup d'organisations non marchandes (bénévoles) et dans toutes les institutions qui emploient des bénéficiaires de l'assurance chômage et de l'assistance notamment, où les personnes travaillent en échange de leurs prestations sociales. Englobant aussi bien des organisations capitalistes que le monde associatif ou l'État, l'analyse du « déni » au cœur du travail gratuit nous invite donc à théoriser la néolibéralisation du travail au-delà du marché¹⁴.

14 M. Simonet, *Travail gratuit : la nouvelle exploitation ?*, Paris, Textuel, 2018.

Troisièmement, le travail gratuit nous dit peut-être quelque chose de plus général encore sur le travail, en fournissant la base d'une « théorie générale de l'exploitation », selon l'expression de Christine Delphy¹⁵. Dans le *workfare*, par exemple, le revenu touché n'est aucunement une rémunération pour le travail effectué, mais une contrepartie fournie en échange d'une allocation. L'activité, souvent obligatoire, est donc niée comme travail puisqu'elle ne fournit ni objectivement, ni symboliquement le statut de travailleuse à la personne qui l'exécute. Si ce déni apparaît clairement pour les cas de travail gratuit, une relecture du cadre marxien à l'aune de la logique du déni suggère que l'on peut étendre cette dernière au travail salarié en général. En effet, dans le travail salarié, le revenu perçu ne rémunère pas le travail mais la force de travail, c'est-à-dire le coût impliqué dans sa reproduction, lui-même objet d'une construction politique prise dans les rapports de classe, de genre et de race¹⁶. En ce sens,

15 C. Delphy, *Pour une théorie générale de l'exploitation. Des différentes formes d'extorsion du travail aujourd'hui*, Paris, Syllepse, 2015.

16 *Ibid.*

le salaire fonctionne là aussi comme une simple allocation, tant qu'il n'est pas porté par des institutions en rupture avec cette logique¹⁷. L'analyse critique du travail non rémunéré développée par les féministes à partir du cas du travail domestique offre ainsi de précieux outils théoriques pour l'analyse globale du capitalisme. Elle nous invite à aller au-delà d'une conception purement arithmétique de l'exploitation, dans le travail domestique comme dans les diverses formes du travail gratuit ou salarié.

La grève comme révélateur du travail gratuit

Dans ce contexte de déni, à quoi peut bien servir la grève? Comme le rappelle Silvia Federici dans son texte, la grève du travail reproductif demande de se confronter à celles et ceux qu'on aime, à ne plus leur fournir temporairement les services (du ménage à la préparation des repas jusqu'à la sexualité et même aux sourires de réconfort) pour lesquels les femmes sont valorisées moralement tout en voyant ce travail dévalorisé

17 B. Friot, *L'enjeu du salaire*, Paris, La Dispute, 2012.

économiquement. Souvent effectué pour celles et ceux qu'on aime, le travail reproductif est parfois aussi un travail que l'on aime soi-même, parce qu'il a un sens et donne du sens à l'existence.

Comment alors revendiquer la valorisation de ce travail sans renforcer l'assignation des femmes aux tâches domestiques? C'est à cette question que répond Silvia Federici dans son fameux texte de 1975, « *Wages against Housework* »¹⁸. À la suite du mouvement pour un salaire au travail ménager, elle y défend que la revendication d'un revenu n'est pas une ruse de la naturalisation mais bien une stratégie de dénaturalisation: en forçant à compter et négocier le travail domestique, elle le rend visible comme travail et amorce un mouvement de politisation qui fournit les fondements de sa contestation. Morgane Merteuil a développé un raisonnement analogue à propos du travail sexuel¹⁹. Dans cet

18 S. Federici, *Point Zéro...*, *op. cit.*, p. 27-38 et « Salaire contre le travail ménager » in *Le foyer de l'insurrection*, Genève, Collectif L'Insoumise, 1977.

19 M. Merteuil, « Le travail du sexe contre le travail » in *Revue Période*, 1^{er} septembre 2014, <http://revueperiode.net> [revue en ligne].

article, elle invite les féministes à soutenir les luttes des travailleuses et travailleurs du sexe, non pas pour naturaliser le travail sexuel comme un « mal nécessaire » ou pour affirmer une solidarité humanitaire et condescendante, mais au nom d'intérêts communs. Reconnaître le travail sexuel comme travail, c'est en effet politiser l'ensemble du travail sexuel y compris celui accompli dans l'univers domestique, lui-même souvent masqué comme travail, et se donner les moyens de le contester. À l'inverse, refuser aux professionnel·les du sexe la qualité de travailleurs et travailleuses, c'est contribuer à la naturalisation des services sexuels non rémunérés effectués dans un cadre familial ou non-marchand²⁰. Dans le travail sexuel comme dans le travail domestique, pointer travail et exploitation ne signifie pas qu'il n'y ait pas plaisir et amour, mais conduit à mettre au jour les rapports sociaux qui les organisent, et donc à se donner les moyens de les mettre en cause.

Les travailleuses de la reproduction ne seraient pas des travailleuses? Et pourtant, elles

20 P. Tabet, *La grande arnaque*, Paris, L'Harmattan, 2005.

grèvent... Déployé dans une perspective féministe, le lexique de la grève n'est pas qu'une métaphore mais tout à la fois une critique de l'exploitation et une théorie de l'émancipation. Plusieurs autrices féministes marxistes ont par exemple proposé de considérer le recours à l'interruption volontaire de grossesse comme une grève du travail reproductif²¹. Dans son dernier livre, Maud Simonet défend que c'est précisément dans la grève du travail gratuit, dans son interruption, que le travail est rendu visible comme travail²². Non seulement au sens où sa valeur d'usage apparaît au grand jour, en négatif, par les besoins non satisfaits durant la grève. Mais aussi et surtout parce que faire grève, c'est constituer le travail comme travail en le politisant. De la même manière que rémunérer le travail reproductif est un moyen pour sa contestation, contester le

21 J. Brown, *Birth Strike. The Hidden Fight over Women's Work*, Oakland, PM Press, 2019 ; S. Lewis, *Full Surrogacy Now: Feminism Against Family*, New York, Verso, 2019.

Voir aussi « Le féminisme contre la famille : Entretien avec Sophie Lewis » in *Acta*, 24 août 2019, <http://acta.zone> [revue en ligne].

22 M. Simonet, *Travail gratuit : la nouvelle exploitation?*, *op. cit.*

travail gratuit en l'interrompant ouvre la voie à sa reconnaissance, une reconnaissance indissociablement économique et politique.

Grève du travail reproductif et construction de communs reproductifs

Silvia Federici

L'idée d'une grève est devenue un point de convergence pour les féministes¹. Nous l'avons vu le 8 mars 2019², lorsque des femmes de nombreux pays ont appelé à une grève du travail reproductif pour protester contre la violence publique, économique et institutionnelle croissante qui se manifeste contre nous et contre nos communautés.

Le contenu et les formes d'organisation de la journée du 8 mars ont été débattus, de l'Espagne à l'Argentine et bien au-delà, une grève du travail

1 Texte traduit de l'anglais par le collectif de coordination de l'ouvrage.

2 Depuis plusieurs années, le 8 mars, journée internationale des droits des femmes, est l'occasion de grèves féministes nationales dans plus de 50 pays, notamment au Brésil, au Chili, en Équateur, en Espagne, en Irlande, en Israël, en Italie, en Corée du Sud, au Mexique, au Pérou, en Pologne, au Portugal, ou encore en Russie. Voir : <http://parodemujeres.com>. [NDT]

de reproduction étant nécessairement très différente des grèves syndicales organisées dans les usines et les bureaux. Aujourd'hui aussi – alors que se prépare, en Suisse, une nouvelle grève pour le 14 juin 2019 – il est important de nous interroger sur ce que nous entendons par grève du travail reproductif et par reproduction. Il faut également nous demander quels sont les stratégies et principes qui devraient nous guider dans l'organisation d'une telle grève.

Certes, il est maintenant communément admis que le travail reproductif inclut le travail domestique, de la procréation et de soin (*care*). Il convient toutefois de réaffirmer le constat établi par plusieurs d'entre nous dans les années 1970 : lorsque nous parlons de « reproduction », nous ne parlons pas seulement d'activités qui reproduisent nos vies, mais d'activités essentielles à la reproduction de la main-d'œuvre et au processus d'accumulation capitaliste³.

3 Sur la question de la campagne internationale pour un salaire pour le travail domestique, voir : S. Federici, A. Austin (dir.), *Wages for Housework. The New York Committee 1972-1977: History, Theory, Documents*, Brooklyn, Autonomedia, 2017 ; L. Toupin, *Le Salaire au travail ménager*.

Nous ne devons pas l'oublier parce qu'historiquement – mais je pense que cela arrive aujourd'hui encore – les femmes se sont senties très coupables et divisées chaque fois qu'elles ont songé à faire une grève du travail reproductif. Elles avaient l'impression de faire grève contre leur famille. L'analyse féministe nous a permis de montrer que, dans une société capitaliste, *le travail reproductif a un double caractère*. Il reproduit notre vie à travers la procréation, l'éducation des enfants, le travail sexuel, ainsi que la cuisine, le ménage, le réconfort apporté aux proches, etc. Mais il la reproduit d'une manière et avec une finalité particulière, au moyen d'activités qui, vues dans leur ensemble, apparaissent clairement subsumées à l'organisation capitaliste du travail. Les véritables bénéficiaires ne sont pas nos familles, mais les capitalistes qui ont économisé des milliards de dollars grâce au travail non rémunéré effectué par des générations de femmes. De nombreuses femmes refusent maintenant d'effectuer tout ou partie de ce travail toujours fondamental

Chronique d'une lutte féministe internationale (1972-1977),
Québec, Les éditions du remue-ménage, 2014.

dans l'organisation capitaliste de la société. Imaginez ce qu'il se passerait si tou·tes les employeurs et employeuses, et la classe capitaliste dans son ensemble, devaient investir dans une infrastructure reproductive permettant aux travailleurs et travailleuses salarié·es d'aller chaque jour dans leur usine, leur bureau ou leur école...

Il est important de penser à cette réalité en organisant une grève du travail reproductif parce que certaines des femmes que vous contacterez pourront vous dire que vous êtes folles, qu'elles ne peuvent pas faire grève, par exemple, contre leurs enfants, ou contre leur famille. Nous devons donc souligner que les véritables bénéficiaires de notre travail reproductif sont les personnes qui nous emploient et qu'elles nous doivent beaucoup d'argent. À Bruxelles, un collectif féministe mobilisé sur la question de la dette, a décidé d'interroger des femmes, dans la rue et dans les quartiers, sur la quantité de travail non rémunéré qu'elles réalisent. L'idée est d'adresser la facture de ce travail non rémunéré au gouvernement pour montrer que, loin d'être débitrices, les femmes sont créancières et que le gouvernement et les entreprises leur doivent des montants colossaux.

En effet, *qui doit quoi à qui?*

Il est important de le répéter. La réponse est très différente si l'on considère que tout le travail non rémunéré réalisé par des générations de femmes a permis à l'ensemble de la classe capitaliste d'accumuler du capital, cachant idéologiquement le véritable caractère de ces activités et leur contribution au marché du travail.

La question suivante est: *qu'entendons-nous par grève?*

Il y a plusieurs façons d'y réfléchir. Premièrement, lorsque nous imaginons une grève, nous ne devrions pas seulement penser à une journée d'action particulière, mais plus largement à un processus organisationnel par lequel nous construisons des liens et des alliances pour développer de nouvelles formes de lutte. Je reviendrai sur ce point. Nous devrions également reconnaître que des grèves ont déjà lieu, des grèves auxquelles les femmes participent mais qui demeurent invisibles. Je me réfère aux micro-actions de refus du quotidien, qui sont uniquement perceptibles dans les statistiques. Dans le mouvement féministe, j'ai appris à reconnaître ces luttes que les femmes mènent dans l'ombre.

Des luttes sans piquets de grève ni bannières. Par exemple, le refus d'avoir beaucoup d'enfants, ou d'avoir des enfants tout court, mis en évidence par les données quantitatives sur l'effondrement du taux de natalité. Jenny Brown, une féministe américaine, examine ce phénomène dans un livre récent intitulé *Birth Strike*⁴. C'est un livre puissant dans lequel elle analyse comment le travail procréatif affecte tous les aspects de la vie sociale : les dépenses sociales, le marché du travail, l'armée, la guerre. Ce faisant, elle voit se développer une grève mondiale des femmes autour de la procréation bien que personne ne l'ait déclarée, même si beaucoup de femmes y pensent. Lors de certaines réunions, des femmes m'ont demandé : « devrions-nous faire une grève de la procréation ? » ou « devrions-nous faire une grève du sexe ? », mais il existe d'autres grèves silencieuses, comme le refus du mariage. Aujourd'hui, aux États-Unis, la famille traditionnelle est minoritaire. La famille la plus commune est maintenant composée d'une mère avec des enfants.

4 J. Brown, *Birth Strike. The Hidden Fight over Women's Work*, Oakland, PM Press, 2019.

Nous devons nous pencher sur ces grèves silencieuses parce qu'il y a beaucoup à apprendre sur ce que font les femmes, sur ce qui se joue sous l'apparence de la conformité et sur les besoins exprimés par ces formes très diverses de refus. Il y a aussi les grèves du personnel enseignant et du personnel soignant – ce sont également des grèves du travail reproductif. Aux États-Unis, le personnel soignant⁵ a été une grande source d'inspiration car il a répondu efficacement au chantage toujours utilisé lorsque les femmes refusent le travail reproductif: comment peut-on faire la grève face à des personnes malades ou mourantes? Le personnel soignant a réussi à renverser la vapeur et à montrer qu'en réalité sa grève a bénéficié aux personnes hospitalisées parce que les conditions de travail pénibles endurées, les horaires extensifs et le nombre excessif de patient-es dont il faut s'occuper, compromettent la qualité des soins à prodiguer. C'est un point important car les administrations des hôpitaux essaient toujours de

5 Dans les paragraphes suivants, nous avons opté pour une traduction épïcène lorsque l'autrice mentionne un groupe professionnel et pour le féminin lorsqu'il s'agit d'exemples de grève à dominante féminine. [NDT]

rejeter la responsabilité de ce qui ne va pas sur le personnel soignant et de monter les familles des personnes hospitalisées contre lui, avec des arguments racistes, en disant (par exemple): «Voyez, ces femmes viennent des Caraïbes, elles n'ont pas nos standards, elles ne savent pas ce qu'est un soin de qualité». Et pourtant, dans le même temps, ces mêmes administrations réduisent le personnel de moitié.

Oui, il y a déjà eu des grèves du travail reproductif et nous avons beaucoup à apprendre des luttes qui se déroulent dans les espaces où le travail reproductif a été socialisé et commercialisé. Récemment, aux États-Unis, ont eu lieu des grèves du personnel enseignant. Les discussions menées dans le pays au sujet des difficultés d'apprentissage des enfants ont révélé une autre réalité: si de nombreux enfants ont du mal à se concentrer à l'école, c'est parce qu'elles et ils ont faim. Et nous avons appris que certain·es enseignant·es avaient commencé à apporter de la nourriture à l'école – imaginez, dans le pays censé être le plus prospère du monde... En faisant la grève, ces enseignant·es étaient avant tout inquiet·es de ne plus pouvoir nourrir les enfants, et

ont donc commencé à dresser des tables pour que leurs élèves puissent tout de même manger.

Une autre grève importante s'est déroulée ces dernières années dans le domaine du travail reproductif. Celle des travailleurs et travailleuses domestiques, en particulier immigré·es, qui représentent la grande majorité du personnel, en Europe également. Originaires d'Afrique, d'Amérique latine, des Philippines ou des Caraïbes, les employées de maison ont commencé à s'organiser en petits groupes, la plupart du temps sur la base de l'origine ethnique, parce qu'elles parlent la même langue, vivent des difficultés semblables et connaissent mutuellement leurs problèmes. Aux États-Unis, elles forment maintenant de grandes organisations, multiculturelles, multilingues et multinationales qui deviennent de plus en plus visibles. Elles ont déjà été en mesure de modifier certaines lois en vigueur depuis les années 1930, qui avaient conduit à l'exclusion des travaux ménagers rémunérés du domaine du travail. Les travaux ménagers et la reproduction ont été tellement dévalorisés que, même quand les femmes les effectuent contre rémunération, ils ne sont pas reconnus comme du travail, mais définis comme

relevant de la « camaraderie » (*companionship*). Pourtant, cela est en train de changer. Un nombre croissant d'États américains reconnaissent ce travail et les travailleurs et travailleuses domestiques ont maintenant droit à des congés payés, à des horaires délimités, à la prise en compte des heures supplémentaires et à d'autres avantages. Bien sûr, les familles qui emploient elles-mêmes du personnel domestique ne respectent pas toujours ces lois, mais grâce à cette couverture légale, les femmes ont maintenant plus de pouvoir pour s'organiser.

Des grèves du travail reproductif sont donc déjà en cours. N'oublions pas qu'en 1975, en Islande, nous avons assisté à la première grève féministe. Ce jour-là, le pays s'est arrêté. C'était impressionnant dans la mesure où les hommes, surtout ceux à gauche de l'échiquier politique et actifs dans les syndicats, parlaient toujours de grève générale. Toutefois, dans le mouvement des femmes, nous nous sommes rendu compte qu'en réalité il n'y avait jamais eu de grève générale. Mariarosa Dalla Costa, une féministe italienne que vous connaissez certainement, a écrit un essai important sur ce sujet. Elle affirme qu'il n'y a

jamais eu de grève générale parce que pendant que les hommes manifestaient publiquement, les femmes étaient à la maison pour préparer les repas. Or une grève ne peut être générale que si les femmes y participent⁶. C'est exactement ce qui s'est produit en Islande en 1975. Quand les femmes ont fait la grève, tout s'est arrêté. Vous pouvez voir les photos sur internet. Les hommes ont dû s'atteler au travail ordinairement réalisé par les femmes.

J'ai rencontré récemment une femme, organisatrice de cette grève. Elle m'a raconté qu'après en avoir eu l'idée, il n'a pas été difficile de la mettre sur pied parce que l'Islande est un petit pays, très homogène, mais surtout parce que les femmes y sont organisées. Les Islandaises ont depuis longtemps des lieux où se réunir et discuter de leurs problèmes, les « conseils des femmes ». Ainsi, aussitôt après avoir décidé de déclencher une

6 M. Dalla Costa, « A General Strike », in W. Edmond, S. Fleming (dir.), *All Work and No Pay. Women, Housework and the Wages Due*, Bristol, Falling Wall Press, 1975, p. 125-127. Dalla Costa a prononcé ce discours lors de la célébration de la Journée internationale des femmes en 1974, à Mestre (Italie).

grève, l'organisation de celle-ci a été très rapide car les femmes ont mobilisé ces conseils pour faire entendre leur voix. C'est une grande leçon sur la nécessité de créer des lieux dans les quartiers, où les femmes peuvent se réunir pour discuter des questions qui les intéressent, au niveau local ou national. *Une grève n'est pas seulement une journée d'action, une grève est un processus.*

La force d'un appel à la grève ne se limite pas à ce qui se passe ce jour-là. Le jour de la grève est le moment où le pouvoir que nous avons construit s'exprime, devient visible. Mais la grève est avant tout un instrument fabuleux, car elle nous permet de faire beaucoup de choses qui ne seraient pas possibles autrement. Par exemple, entrer en contact et rencontrer des femmes que nous ne pourrions peut-être pas rencontrer ailleurs et avec lesquelles nous ne pourrions pas travailler. La clé de ce processus est la création d'espaces de rencontre. C'est quelque chose qu'il faudrait toujours faire, avec ou sans grève : construire des espaces sûrs où les femmes se sentent à l'aise. De tels espaces sont nécessaires pour nous organiser et pour briser l'isolement dans lequel nous avons été contraintes de vivre. Comme nous

l'avons souvent dit, le capitalisme rassemble les travailleuses et les travailleurs dans le processus de production, mais nous atomise dans les lieux de la reproduction sociale. La famille nucléaire en est un exemple emblématique, faite de petites unités, de petites prisons. L'une des souffrances du travail domestique est précisément cet isolement; c'est pourquoi tant de femmes veulent sortir de leur foyer, car elles imaginent qu'en travaillant à l'extérieur, elles auront davantage de vie sociale. Ce qui n'est pas vrai. Le type d'activité et les modalités d'emploi que nous exerçons en tant que femmes nous isolent tout autant que le travail réalisé au sein de nos foyers. Avoir un espace où rencontrer d'autres femmes est une étape clé pour surmonter notre isolement, élargir notre conscience et ouvrir le champ des possibles.

Nous avons également besoin de plus de temps et nous devons avoir conscience qu'il n'est pas toujours facile pour les femmes de se rendre à une réunion après une longue journée de travail. Une lutte réussie autour de la reproduction exige nécessairement la réduction de notre journée de travail. Nous devons nous libérer de l'emprise du travail. Nous devons travailler moins, pour

avoir le temps et l'énergie de rencontrer d'autres femmes. En attendant, demandons-nous ce qui peut attirer des femmes à une réunion. Comment assister à une réunion sans ajouter une charge de travail supplémentaire ?

Finalement, nous avons besoin de programmes. C'est en réunissant des femmes de différents horizons que nous pourrons commencer à élaborer des programmes. Je ne parle pas de créer quelque chose de similaire à la plateforme du Parti communiste, mais nous devrions au moins commencer à préciser les raisons de notre grève et nos objectifs. Sortir dans la rue par millions, c'est bien, mais sortons avec quelque chose, en sachant ce que nous voulons et en l'expliquant clairement à tout le monde. De toute évidence, ce n'est pas une tâche facile. Comme nous le savons, la sororité universelle est un objectif mais elle n'est pas une réalité. Nous sommes aujourd'hui divisées en raison des hiérarchies créées par une segmentation du travail raciste, âgiste et coloniale, mais aussi de lignes de fractures idéologiques. Par exemple, les controverses féministes sont actuellement vives sur la question du travail

sexuel, alors que dans le passé elles l'étaient au sujet de la rémunération du travail domestique.

Il existe probablement des moyens de s'attaquer à ces scissions idéologiques. Après le « 15-M », en Espagne⁷, un certain nombre d'organisations de la gauche ont décidé de former ce qu'elles ont appelé un « parti pratique ». L'idée était de laisser temporairement de côté les points de désaccord pour se concentrer sur ce qui fait consensus, comme par exemple l'accès au logement à loyer modéré pour toutes et tous, ou l'accès à des soins médicaux de qualité. La grève pouvait alors servir un double objectif: d'une part, mettre en œuvre un vaste programme d'actions dans lequel les femmes issues de différents milieux pouvaient se reconnaître; et, d'autre part, créer un mouvement plus composite. La grève doit permettre de concevoir une forme d'organisation, des stratégies et des programmes qui s'attaquent directement aux rapports de pouvoir

7 Le Mouvement du 15-M est un mouvement non violent de manifestations apparu à Madrid le 15 mai 2011, en réponse notamment aux politiques d'austérité imposées par l'Union européenne et le Fonds monétaire international à la suite de la crise économique et financière de 2008. [NDT]

pour les ébranler. Nous devons interroger les inégalités que le capitalisme a construit pour nous séparer et qu'il alimente continuellement sur les registres de la race, de l'origine ethnique, de l'âge, afin de commencer à imaginer une société au-delà du capitalisme.

Bien mieux qu'à l'époque où j'ai commencé à m'impliquer dans le mouvement des femmes, on comprend actuellement le caractère intrinsèquement injuste, raciste, exploiteur, sexiste et insoutenable du système capitaliste. Dans de nombreux pays, la dimension nécessairement anticapitaliste des luttes féministes suscite une prise de conscience plus aiguë. Les femmes le sentent dans leur corps, dans leur vie. Bon nombre des promesses qui leur ont été faites n'ont pas été tenues – par exemple « allez travailler à l'extérieur du foyer domestique et votre vie changera ». Aujourd'hui, la majorité des femmes travaillent à l'extérieur du foyer et peuvent avoir une plus grande autonomie par rapport aux hommes, mais certainement pas par rapport au capital. De toute évidence, les femmes travaillent maintenant énormément, du lever au coucher du soleil, tout autant que pendant la révolution industrielle. Et

pourtant nous n'avons pas plus d'autonomie économique, ni de sécurité, que par le passé.

Le travail domestique n'a pas disparu, quand bien même les femmes l'ont réduit. Nous le faisons le soir, le matin, pendant les vacances, ce qui signifie une vie de travail, mais aussi d'anxiété financière et familiale. De plus, les emplois que les femmes obtiennent sont si mal rémunérés que tout en travaillant, elles accumulent des dettes. Aux États-Unis, beaucoup de celles qui travaillent hors de la maison utilisent leur salaire pour souscrire des crédits. Si le salaire qu'elles reçoivent ne leur permet pas de subvenir à leurs besoins, il leur permet néanmoins de s'adresser à une banque ou à une société de prêt sur salaire pour obtenir un crédit, ce qu'elles ne pourraient pas faire si elles étaient sans emploi. Le travail rémunéré est ainsi désormais la voie vers l'emprunt et donc l'endettement. Tu travailles et tu travailles encore et tu t'endettes.

Cet endettement est aussi lié aux politiques publiques. Dès que nous sommes sorties du foyer pour aller travailler à l'extérieur, le gouvernement a commencé à réduire toutes les subventions pour la garde des enfants et des aîné·es, provoquant de

ce fait une augmentation de tous les prix de ces services. Les femmes se retrouvent ainsi prises en étau. Seule une minorité d'entre elles ont pu transformer positivement leur vie, pour beaucoup en embauchant d'autres femmes pour effectuer les travaux domestiques qu'elles ne font plus elles-mêmes. Cela signifie que les femmes qu'elles emploient sont à leur tour emprisonnées au foyer.

Le travail reproductif demeure donc une question centrale. Il est toujours invisibilisé. Les employeurs et employeuses arrivent encore à s'en approprier une immense part : pas seulement le travail reproductif réalisé par les femmes, mais aussi le travail reproductif effectué par les hommes et par les enfants. Un article du *New York Times* relevait qu'à New York, les enfants de dix à quinze ans assurent une part importante du travail de soins en s'occupant des personnes âgées, parce que leurs parents sont toujours absents du foyer ; certain·es ont même appris à faire des injections⁸.

8 P. Belluck, « In a Turnabout, Children Take Caregiver Role » in *New York Times*, 22 février 2009.

Je propose que l'un de nos objectifs au sujet du travail reproductif soit la réappropriation de la richesse que nous avons créée, objectif que nous devrions indiquer clairement par la grève. Dans les années 1970, je faisais partie d'une organisation qui militait en faveur d'« un salaire pour le travail domestique » (*Wages for Housework*), ce que nous comprenions comme un refus du travail non rémunéré et un programme de réappropriation. Mais la réappropriation peut prendre différentes formes, comme par exemple l'accès à un logement gratuit, aux soins médicaux gratuits. Il nous faut discuter et trancher ces questions au sein de mouvements (plus) larges, en fonction du niveau de pouvoir dont nous disposons.

Deuxièmement, nous devons mettre en place davantage de formes communautaires de coopération, ce que j'appellerais les « communs reproductifs ». Il s'agit d'inventer des formes de travail reproductif qui ne nous séparent pas, qui ne nous isolent pas les unes des autres. Certains espaces le permettent déjà, comme les cuisines et les jardins d'enfants communautaires, les banques de temps, les jardins urbains. Le principe du commun est ici d'organiser des espaces de

vie et des formes de travail reproductif dans lesquels nous prenons nos responsabilités les unes envers les autres, où nous pouvons devenir plus autonomes par rapport au marché et commencer à construire des formes d'autogestion.

Troisièmement, et c'est un point crucial, il s'agit de subvertir les divisions qui se créent continuellement entre nous : toutes ces politiques racistes, toutes ces attaques contre les Noir·es et les migrant·es doivent cesser, elles empoisonnent la vie de chacun·e. Les féministes doivent s'organiser contre ces politiques racistes. Nous devons déclarer la « tolérance zéro ». Si nous ne le faisons pas, alors il nous faut renoncer à construire un autre monde.

Dans ce contexte, disons-le sans ambiguïté : pour notre protection, nous ne pouvons pas nous tourner vers l'État. Comme nous le savons, la violence à l'égard des femmes suscite aujourd'hui beaucoup d'inquiétude et s'est intensifiée dans le monde entier, à des degrés différents. L'appel à la grève féministe est précisément venu en réponse à l'escalade de cette violence. Le problème est que des féministes ont parfois revendiqué la

criminalisation de certains actes et ont parfois collaboré avec la police.

C'est exactement le genre de stratégie que nous refusons.

Si nous croyons vraiment que la violence est fondamentalement institutionnelle, cette violence-là ne se produit pas seulement avec un couteau mais est inhérente aux politiques économiques. Si nous croyons que mourir car notre vie a été consumée par l'anxiété liée au travail, par le manque d'argent, par le manque de temps pour consulter un·e médecin, c'est de la violence... alors se tourner vers le gouvernement pour nous protéger n'a aucun sens. De plus, comme les communautés noires des États-Unis l'ont dénoncé à maintes reprises, des peines plus sévères sont toujours appliquées aux populations qui sont déjà les plus vulnérabilisées.

Enfin, nous devons nous rappeler, au moment d'organiser une grève, que la lutte ne peut pas s'élaborer que dans l'opposition. Quoi que nous fassions, nous devons toujours y insérer un contenu positif. Il doit toujours s'y trouver des éléments de la société que nous voulons créer. L'organisation de la grève doit donner quelque

chose de positif aux personnes qui la rejoignent, elle doit nous rendre plus heureuses. Cessons de penser que toute joie doit être reportée dans un avenir, « après la révolution », qui n'arrive jamais.

L'organisation d'une grève doit changer positivement nos vies, nous rendre plus heureuses et heureux. Je crois vraiment au militantisme joyeux⁹; si une lutte nous rend malheureuses et malheureux, alors il est clair que nous faisons fausse route et que nous devons la repenser. La lutte doit aussi nous procurer de la joie, sinon pourquoi la mènerions-nous ?

9 Voir à ce sujet mon interview dans l'anthologie éditée par N. Montgomery et C. Bergman : *Joyful Militance, Building Resistance in Toxic Times*, Baltimore, AK Press, 2017.

« La grève des stages est une grève des femmes ». Formes et fondements du travail gratuit aujourd'hui

Maud Simonet

Partons de ce mouvement social qu'est la mobilisation des stagiaires au Québec aujourd'hui et, au cœur de cette mobilisation, de l'appel à la grève des stages¹ qui a été lancé et mis en œuvre à plusieurs reprises en 2018 et 2019 par les CUTE, les Comités Unitaires du Travail Etudiant, porteurs de ce mouvement². Par une toute petite formule, scandée haut et fort pendant les mobilisations et les manifestations, ce mouvement social nous dit quelque chose de central à propos des questions que l'on se pose aujourd'hui sur le « travail gratuit et la grève féministe ».

1 <http://www.grevedesstages.info>.

2 Pour une présentation des CUTE, de leur genèse et de leur action, voir l'entretien réalisé par M. Merteuil en mai 2019 pour Contretemps : <http://www.contretemps.eu/greve-stages-exploitation-precarite-cute>.

Cette formule, c'est: « La grève des stages est une grève des femmes »³.

Entre le « Wages for Housework » des années 1970 et le « Wages for Students » revendiqué par les CUTE aujourd'hui, il y a bien sûr une filiation politique féministe explicite⁴. Dans cette filiation politique, il y a un message théorique très fort: les analyses féministes du travail domestique – en l'occurrence ici celles de Silvia Federici, Mariarosa Dalla Costa et des autres théoriciennes de la reproduction sociale – sont les bonnes lunettes théoriques et politiques pour comprendre et dénoncer le travail gratuit des stagiaires aujourd'hui.

Que nous disent les CUTE? Les stages gratuits se déroulent dans les secteurs dits féminins (santé, social, éducation, etc.), alors que chez les ingénieurs, qui sont majoritairement des hommes, les stages sont généralement

3 Je reprends ici le titre d'un texte publié par Amélie Poirier et Camille Tremblay-Fournier toutes deux militantes au Comité unitaire sur le travail étudiant de l'UQAM <http://francoisestereo.com/greve-stages-greve-femmes>.

4 À ce sujet voir l'article de L. Toupin, « Les luttes des CUTE sont les filles du salaire au travail ménager » in *CUTE Magazine*, hiver 2019.

rémunérés. Ces stages non rémunérés relèvent dans l'espace public de la même assignation que celle en jeu dans l'espace domestique : l'assignation des femmes à la reproduction sociale, à l'entretien de la force de travail, au soin d'autrui et ce « au nom de l'amour » et de leur « nature féminine ».

J'ai découvert la mobilisation des CUTE juste quelques semaines après avoir rendu le manuscrit de mon livre : *Travail gratuit la nouvelle exploitation*?⁵ J'ai alors eu le sentiment que cette mobilisation revendiquait clairement et performait avec force ce que j'essayais, tant bien que mal, de défendre scientifiquement dans le champ de la sociologie du travail, à savoir que le travail domestique n'est pas seulement la première forme de travail gratuit à avoir été mise en lumière, politisée et analysée. Le travail domestique est le paradigme, le socle, la matrice pour penser le travail gratuit aujourd'hui, quelles que soient les formes instituées prises par celui-ci : les stages bien sûr, mais aussi le bénévolat, le

5 M. Simonet, *Travail gratuit, la nouvelle exploitation*?, *op. cit.*

volontariat et autres formes de service civique, le *workfare*, bref toutes ces formes de travail non reconnues comme telles, invisibles comme travail, et qui sont pourtant au cœur du fonctionnement du marché du travail aujourd'hui, et ce dans un double sens. D'abord en ce que ces formes de travail gratuit font tourner nos entreprises, nos associations, nos services publics, etc. Mais aussi en ce qu'elles sont au cœur des « logiques de l'emploi » aujourd'hui, le travail gratuit opérant à la fois comme une preuve – preuve qu'on est un·e bon·ne jeune en recherche d'emploi, un·e bon·ne chômeur·se qui cherche un tremplin vers l'emploi, voire si on a été déclaré·e inemployable, qu'on est encore « malgré tout » un·e bon·ne citoyen·ne –, mais aussi de plus en plus comme une promesse – on travaille gratuitement aujourd'hui dans l'espoir de décrocher demain le boulot de ses rêves. Le marché du travail a aujourd'hui développé de véritables « carrières de statuts », des trajectoires types qui vont du travail gratuit à l'emploi, et construisent ainsi un continuum entre les deux : aujourd'hui bénévole, demain volontaire, après-demain en stage, puis en contrat précaire et enfin, après, peut-être... « un vrai emploi ».

En tant que sociologue du travail, j'ai passé des années à étudier ces différentes formes de travail invisible et gratuit, ou semi-gratuit, en France et aux États-Unis. Je les ai regardées comme travail, là où elles étaient considérées comme de l'engagement, de l'assistance, de la passion etc. Et en les regardant comme travail, je les ai nécessairement regardées comme travail invisible, puis petit à petit, parce que je me suis interrogée sur les usages de ces formes de travail, non reconnues comme telles, j'ai glissé vers des interrogations en termes de travail gratuit et d'exploitation, tout en cherchant pendant longtemps, en quelque sorte, *les mots pour dire* ce que j'analysais sur le terrain.

Prenons un exemple tiré de l'enquête « *Who cleans the park?* »⁶ que j'ai menée, avec un collègue américain, John Krinsky, sur les transformations du travail dans les parcs de la ville de New York et la démultiplication des statuts de travailleurs dans ce petit service public, depuis la grande crise budgétaire des années 1970. Pour le dire vite, à la veille de la crise, il y avait plus

6 J. Krinsky, M. Simonet, *Who Cleans the Park? Public Work and Urban Governance in New York City*, Chicago, The University of Chicago Press, 2017.

de 7000 « parkies », des fonctionnaires municipaux, en grande majorité des hommes, syndiqués, chargés de l'entretien des parcs de la ville. Au moment où nous avons commencé notre enquête, en 2008, ils étaient 2000. D'où la question que nous nous sommes posée : mais qui nettoie le parc ? Dans les premiers mois de notre enquête, nous nous sommes retrouvé·es face à un haut fonctionnaire de la ville de New York qui nous a expliqué, au cours d'un entretien, que, dans les années 1990, le département des parcs de la ville avait été mis en concurrence avec des entreprises privées dans le cadre d'une expérimentation menée sur plusieurs quartiers du Queens. Il s'agissait pour la ville de mesurer s'il n'était pas plus rentable de privatiser l'entretien des parcs municipaux. Et ce haut fonctionnaire de nous déclarer fièrement que la ville avait remporté la mise en concurrence contre le secteur privé, et qu'elle avait conservé le monopole d'entretien des parcs : « We have something corporations don't have, free labour⁷ ! » Ce « free labor », dont il dira par

7 « Nous avons quelque chose que les entreprises n'ont pas, du travail gratuit. »

la suite qu'il a sauvé le département des parcs, c'est avant tout celui des milliers d'allocataires de l'aide sociale au *workfare* que la ville de New York utilisait, sans les payer ou très peu, pour nettoyer les parcs. C'est aussi celui des milliers de bénévoles qu'elle essayait d'encourager à travers différents programmes associatifs et de partenariat public privé, en dépensant donc de l'argent pour les mobiliser.

Ces analyses de terrain ont soulevé pour moi toute une série de questions que je ne ferai qu'évoquer ici. Peut-on parler d'exploitation dans des espaces qui ne relèveraient pas du « travail » mais de ce que la société range du côté du « hors travail » justement (l'engagement pour le bénévolat, l'assistance pour le *workfare*) ? Peut-on parler d'exploitation dans un espace public, et y a-t-il exploitation si on ne peut en mesurer (directement) le profit ? Peut-on résumer cette exploitation à une exploitation capitaliste alors que l'on ne rencontre pas une seule entreprise sur notre terrain, que nous ne sommes pas ici, à proprement parler, confronté·es à une « privatisation du service public », au sens traditionnel du terme, mais bien plutôt une « gratuitisation » du travail

dans celui-ci, et ce par le développement de ce travail gratuit féminin au double visage, bénévolat d'un côté, *workfare* de l'autre ? Et, si tant est que le terme d'exploitation puisse sembler légitime pour parler des allocataires de l'aide sociale qui, sur notre terrain d'enquête, représentent une fraction féminine et racisée des classes populaires américaines⁸, l'est-il tout autant pour désigner ces bénévoles, essentiellement des femmes des classes moyennes ou supérieures engagées, « bonnes citoyennes » que rien n'oblige à être là, a priori ? Sont-elles exploitées au même titre, de la même manière, que le sont les allocataires de l'aide sociale contraintes de nettoyer les parcs pour conserver leur allocation ? Comment penser à la fois tout ce qu'il y a de commun dans ce travail gratuit comme preuve de la citoyenneté, preuve de ce que l'on « rend bien à la communauté »⁹,

8 Les allocataires dans le principal programme de *workfare* étudié dans notre enquête sont à 75 % des femmes et à 92 % noires et/ou latinas.

9 La formule « give back to the community » se retrouve dans la bouche des bénévoles, comme dans celle des allocataires. On la trouve aussi sous la forme d'une invitation (« Give back to the community ! ») pour les bénévoles dans les offres de bénévolat diffusées par la

et en même temps tout ce qu'il y a d'opposé, de terriblement imbriqué dans des rapports sociaux, entre une citoyenneté qu'on montre et qu'on valorise pour les les un·es, et une citoyenneté qu'on démontre et qu'on rachète pour les autres... dans les deux cas, en entretenant gratuitement l'espace public?

En plongeant dans les analyses et les débats des féministes sur le travail domestique, j'ai vu que toutes les questions que je me posais sur ces formes civiques de travail gratuit avaient déjà été posées, travaillées, débattues, contredites, à la fois dans le dialogue « avec et contre Marx »¹⁰ mené par une partie des féministes¹¹, mais aussi dans les débats internes aux différents courants

mairie et/ou les associations, sous la forme d'une injonction dans les discours politiques à destination des allocataires (« You have to give back to the community »).

10 A. Bidet-Mordrel, E. Galerand, D. Kergoat, « Analyse critique et féminismes matérialistes. Travail, sexualité, culture » in *Cahiers du Genre*, hors-série n° 4, 2016, p. 5-27.

11 La mise en lumière du travail domestique à laquelle ont procédé les féministes dans les années 1970 s'inscrit à la fois dans une critique du marxisme et de la manière dont l'analyse de l'exploitation proposée par Marx avait en quelque sorte « oublié » le travail domestique des femmes et dans une mobilisation de l'héritage du marxisme, du

du féminisme (autonomes, matérialistes radicales, black feminism, etc.). Sans nécessairement chercher à clore les débats ou à résoudre les contradictions, j'ai essayé de montrer qu'on pouvait tirer des leçons de ces questions et de ces travaux pour analyser d'autres formes de travail gratuit comme celles qui m'intéressaient aujourd'hui, dans les associations, les services publics et les entreprises.

La première leçon des analyses féministes du travail domestique, c'est que le travail gratuit ne doit pas être pensé comme une soustraction (un travail moins une rémunération), mais bien comme un déni de travail, une non-reconnaissance de la travailleuse comme travailleuse, et ce au nom de valeurs : au nom de « l'amour » pour le travail domestique (ce n'est pas du travail, c'est de l'amour!) ; au nom de « la citoyenneté » pour les formes civiques de travail gratuit sur lesquelles je m'étais penchée dans mes enquêtes.

La seconde leçon de ces analyses féministes du travail domestique, c'est de nous inviter à nous

matérialisme historique et de l'analyse en termes de classes sociales pour étudier ce travail invisible et invisibilisé.

décentrer du marché pour penser l'exploitation, en montrant que celle-ci se réalise et s'opérationnalise aussi dans « nos cuisines et nos chambres à coucher », pour reprendre une formule de Nicole Cox et Silvia Federici¹², et donc aussi dans nos espaces dits « de loisirs » ou « d'engagement ».

Enfin, à travers différents débats, celui entre féministes marxistes et matérialistes sur les rapports entre capitalisme et patriarcat, puis celui initié par le Black feminism sur la pluralité des rapports sociaux de sexe, de classe et de race, les analyses féministes du travail domestique nous ont en quelque sorte obligé-es à penser la pluralité des formes d'exploitation des femmes et à déshomogénéiser leurs expériences de celles-ci.

Cette plongée dans les théories féministes de l'exploitation a, en ce qui me concerne, débouché sur une vaste interrogation sur les figures et les formes de l'exploitation avec lesquelles on réfléchit aujourd'hui, et plus largement sur le genre de nos catégories d'analyse. Parmi les sociologues

12 N. Cox, S. Federici, *Counter-Planning from the Kitchen: Wages for Housework, a Perspective on Capital and the Left*, New York/London, New York Wages for Housework Committee/Falling Wall Press, 1975.

du travail, très peu intègrent aujourd'hui le travail domestique, le travail bénévole, le travail gratuit dans ce qu'ils et elles pensent comme « travail ». Ce n'est pas parce qu'en 2019 on dit sans hésitation « travail » domestique, qu'on l'intègre pour autant dans la catégorie de « travail » mise en œuvre dans son enquête ou dans son analyse. On le voit assez bien par exemple dans les débats sur le Digital Labor, où la question du travail gratuit, de l'exploitation et de la valeur sont des questions centrales, mais dans lesquels les travaux des féministes sur le travail domestique sont, à quelques exceptions près, très peu mobilisés. Au mieux, on signale la similitude, la proximité entre travail domestique et travail numérique, mais une fois ce tribut de la ressemblance acquitté, on peut continuer à dire, comme le relève avec vigueur et colère Kylie Jarret¹³, que cette forme d'exploitation numérique s'appuyant sur l'intime, les émotions du travailleur ou de la travailleuse, ses valeurs et sa personne toute entière serait *nouvelle*! Oui bien sûr, répond-elle avec ironie, quand

13 K. Jarrett, *Feminism, Labour, and Digital Media: the Digital Housewife*, New York, Routledge, 2015.

on s'intéresse aux hommes blancs, hétéros, cis, des classes moyennes ou supérieures, tout ceci peut sembler nouveau, « for everybody else, it is business as usual »¹⁴. Reste à se demander quelle grève il faudrait faire pour rendre visible non pas seulement tout le travail invisible des femmes, mais aussi l'androcentrisme persistant de nos catégories. Renverser l'universel, regarder tou·tes les travailleur·ses comme des femmes permettrait pourtant de voir, de reconnaître et de fédérer toutes ces mobilisations contre le travail gratuit qui peuvent se construire ici et là aujourd'hui... et peut-être aussi d'en construire de nouvelles. À quand une grève des bénévoles, des volontaires, des allocataires du *workfare* à côté de celle des stagiaires?

14 *Ibid.*, p. 65.

S'appropriier les luttes des travailleuses du sexe pour (re)penser le travail repro- ductif

Morgane Merteuil

Les périodes d'effervescence comme celle que vit le mouvement féministe suisse dans le cadre de la préparation de la journée de grève du 14 juin 2019 sont toujours un moment propice à une remise des choses à plat, une occasion de rediscuter certains préjugés, y compris féministes. Une perspective unitaire telle qu'une grève générale peut ainsi ouvrir la porte à la conduite de débats sur des sujets d'ordinaire considérés comme secondaires, ou engageant de trop grands risques de briser les consensus obtenus.

Ainsi en va-t-il du débat sur le travail sexuel qui traverse les mouvements féministes au niveau international depuis les années 1970 au moins, et qui n'est toujours pas entièrement tranché en 2019 au sein des différents collectifs locaux participant à l'organisation de cette prochaine journée

de grève. Il s'agira donc ici de convaincre les militantes féministes de la nécessité d'exprimer un véritable soutien aux luttes menées par les travailleuses du sexe pour déstigmatiser et dépenaliser leur travail. Cette nécessité peut être justifiée par deux types d'approches.

La première est l'approche morale, humanitaire : il s'agit de soutenir les travailleuses du sexe face aux lois de pénalisation qui les mettent en danger. C'est la rhétorique associative et de plaidoyer sur les « populations vulnérables », à l'occasion de laquelle on rappellera que les travailleuses du sexe sont majoritairement des femmes/précaires/trans/migrantes/usagères de drogues, rhétorique qui attire particulièrement les tendances se revendiquant « intersectionnelles » du féminisme, qui veulent être du bon côté, de celles qui défendent les plus opprimées, les plus faibles. Cette approche, certainement nécessaire au vu de la situation d'urgence dans laquelle se trouvent les travailleuses du sexe aujourd'hui, est cependant largement insuffisante. Elle est même potentiellement néfaste en raison du risque de dérives libérales qu'elle porte si elle se contente de perspectives énoncées en termes

de lutte contre les discriminations, et donc de revendications d'inclusion au sein d'un État duquel il est absolument irréaliste d'espérer autre chose qu'une prise en charge nationaliste de ces revendications (l'institutionnalisation des revendications féministes et désormais LGBTQ+ nous fournit à ce sujet un enseignement à ne pas négliger).

La seconde approche, plus politique, est aussi plus intéressante : au lieu de revendiquer un soutien des plus « privilégiées » aux plus opprimées, il s'agit d'*insister sur les intérêts communs* aux travailleuses du sexe et à leurs camarades féministes. Au lieu d'un soutien par empathie, il s'agit pour les féministes de lutter pour leur propre émancipation auprès des travailleuses du sexe, dans la mesure où les travailleuses du sexe n'ont pas tant besoin de coups de pouce des féministes que les féministes ont besoin de s'appropriier les luttes des travailleuses du sexe. « S'approprier », c'est-à-dire non pas, à la manière des mouvements abolitionnistes, prétendre parler *au nom de* la souffrance des travailleuses du sexe, mais au contraire penser la situation des travailleuses du sexe à partir de sa propre expérience

de fournisseuse de services sexuels non rémunérés (une expérience à laquelle peu de femmes hétérosexuelles ont échappé).

C'est cette perspective qui était par exemple adoptée au sein de la campagne *Wages for Housework* à la fin des années 1970 : ainsi le comité WFH de San Francisco intitulait un tract édité en février 1977, « une attaque contre les prostituées est une attaque contre toutes les femmes » ; le groupe *Wages Due Lesbians* de Toronto écrivait quant à lui que « les femmes lesbiennes sont également harcelées pour les mêmes raisons que les femmes prostituées [...] pour refuser d'être gratuitement à la disposition sexuelle des maris, patrons et de tout homme dans la rue » ; enfin, un tract du comité *Black Women for Wages for Housework* titrait que « l'argent pour les prostituées est de l'argent pour les femmes noires », défendant cette nécessaire convergence au nom de la lutte contre le harcèlement policier, et rappelant également que le travail du sexe est un des travaux que les femmes noires ont été forcées à faire en tant qu'esclaves, et qu'elles sont encore

obligées de faire car leur premier job (domestique) ne paie pas¹.

C'est cette perspective encore qui devrait nous inviter aujourd'hui à refuser les politiques de lutte contre la traite qui, parce qu'elles revendiquent de mettre une catégorie de femmes sous les radars des différentes polices des frontières, impliquent nécessairement, pour séparer le bon grain de l'ivraie, de surveiller la totalité des femmes. Les lois anti-traite constituent en effet un obstacle aux migrations de toutes les femmes, toujours soupçonnées d'être de potentielles victimes (complices) de la traite.

C'est aussi la principale raison d'être du stigmatisme de pute : en naturalisant les violences qui sont faites aux travailleuses du sexe, la stigmatisation de la prostitution agit également comme une menace à l'encontre de toutes les femmes, en les prévenant de ce qui leur arrivera si elles font pour de l'argent ce qu'elles sont censées faire gratuitement, si elles font par intérêt matériel ce qu'elles sont supposées faire par désir ou plaisir. Ici, on remarquera qu'une certaine lucidité agit

cependant au sein de la rhétorique anti-travail du sexe, qui conceptualise davantage l'épanouissement (hétéro)sexuel des femmes hétérosexuelles en termes de désir et de satisfaction émotionnelle, que de plaisir physique.

On touche là l'un des paradoxes du néolibéralisme, sous lequel il ne s'agit plus seulement de vendre sa force de travail, mais, de plus en plus, de se vendre comme subjectivité, et notamment comme sujet désirant. On se rappelle ici de l'introduction au texte de Silvia Federici dans *Wages against Housework*: « More smiles? more money » (plus de sourires? plus de fric)². On pense également au concept de « bounded authenticity » (authenticité limitée) utilisé par Elizabeth Bernstein pour décrire comment la privatisation du travail du sexe via les médiations technologiques, à laquelle ont mené les transformations économiques postindustrielles, ont poussé les travailleuses du sexe à fournir à leurs clients non plus

1 « "All the Work We Do as Women" Feminist Manifestos on Prostitution and the State, 1977 » in *LIES: A Journal of Materialist Feminism*, vol. I, 2012, p. 217-234.

2 S. Federici, *Wages Against Housework*, Bristol, Power of Women Collective and the Falling Wall Press, 1975.

des formes de services sexuels taylorisés et sans émotions, mais à y incorporer explicitement une certaine forme d'authenticité émotionnelle³. Récemment, les militant·es queers (au sein de collectifs comme *Burn Out* en France, ou *Laboratorio Smaschieramenti* et *SomMovimentonazioAnale* en Italie) se sont également emparé·es de la question de la captation par le capitalisme des subjectivités queers, supposément mieux adaptées à la flexibilité imposée de manière croissante à l'organisation du travail. Ils et elles ont rendu visible par des appels à la « grève du genre » l'appropriation par le capital de la plus-value produite par le travail nécessaire à la production de genres qui ne s'inscrivent pas dans l'hétéronormativité⁴. On peut ici convoquer les travaux de Joan Scott qui interprète la figure du sujet désirant comme un avatar du « travailleur libre » dont parle Marx : « L'accent placé sur une sexualité libérée (qu'elle soit hétéro

3 E. Bernstein, « The Privatization of Public Women » in *Temporarily Yours: Intimacy, Authenticity, and the Commerce of Sex*, Chicago, University of Chicago Press, 2007, p. 70-111.

4 S. Bourcier, *Homo incorporated: le triangle et la licorne qui pète*, Paris, Cambourakis, 2017, notamment p. 116-128.

ou homosexuelle) fait écho au désir de consommer qui sert de moteur au marché, et permet de détourner l'attention des injustices économiques et sociales qui résultent de la discrimination et des formes structurelles de l'inégalité. »⁵

Le mouvement féministe s'est principalement construit en opposition aux putes, comme si le slogan implicite des cinquante dernières années de mouvements des femmes était « devenez féministes pour ne pas finir putes ». Mais si ce slogan est valable, c'est en ce qu'il doit impliquer également de rester attentives aux tensions et contradictions inhérentes au capitalisme, qui nous traversent et avec lesquelles nous devons composer. En l'occurrence, la position qui consiste à refuser de s'offrir comme sujet désirant tant qu'un certain nombre de conditions (matérielles) ne sont pas réunies peut apparaître comme un levier de protestation contre l'invasion (supposée heureuse) de tous les aspects de nos vies par le capitalisme.

5 J. W. Scott, « émancipation et égalité : une généalogie critique » in *Contretemps*, n° 27, 27 mars 2014.

Plus concrètement, dans le contexte actuel de préparation d'une grève féministe, cette position peut se décliner de plusieurs manières. Dans l'objectif de reconnaissance (en des termes qui restent à définir) du travail domestique / de reproduction sociale, les luttes des travailleuses du sexe nous aident à dénaturiser la figure de la femme au foyer, dont la gratuité du travail est une pierre angulaire des processus d'accumulation capitaliste; en d'autres termes, ces luttes nous aident à combattre la production et la reproduction d'une partie de la population comme femmes – définies comme êtres assignés à certaines tâches qui leur sont attribuées au nom de l'idée de « nature féminine ».

Cependant, dénaturiser l'hétérosexualité ne saurait signifier, ou entraîner, une naturalisation de l'homosexualité, à la manière de certains argumentaires pour l'égalité assez pauvres nous expliquant qu'il y a aussi de l'homosexualité chez les animaux et que l'homophobie est donc contre-nature. Il s'agit, au contraire, d'identifier la fonction de l'hétérosexualité comme pratique sociale dans les processus d'accumulation capitaliste, afin de penser stratégiquement une

« queerisation » de la reproduction sociale qui mette à mal ces processus, au lieu de les favoriser.

En d'autres termes, revendiquer une proximité avec, et non pas, non plus, une crainte d'être assimilées aux travailleuses du sexe, doit nous permettre d'affronter le capitalisme patriarcal sans craindre ses menaces de stigmatisation ou de répression qui sont autant d'outils qui assurent sa reproduction à moindre coût. Mais cette revendication de proximité, voire d'identification, ne saurait être possible sans l'assurance que, travailleuses du sexe ou non, le mouvement féministe en particulier, et les espaces de luttes et de solidarités en général, sont prêts à participer eux aussi à une telle lutte.

Se libérer par le travail, se libérer du travail : perspectives féministes

Morgane Kuehni

Je suis très émue de prendre la parole aujourd'hui, en ce moment de préparation collective de la grève du 14 juin 2019. Le mandat qui m'a été confié pour cette intervention est de dire quelques mots de la thématique « Genre et *Workfare* », soit pour aller vite, le travail exigé en contrepartie des revenus d'assistance, d'assurance chômage et d'assurance invalidité dans les systèmes de protection sociale. J'aborderai rapidement cette question car j'aimerais revenir plus largement sur la thématique de la table ronde « Grève et travail gratuit » en trois points, présentés séparément, mais évidemment interdépendants.

**D'un accès au travail « productif »
comme revendication (1970) à des
revendications centrées sur le travail
productif (2019)**

Dans les années 1970, le travail gratuit, le travail de reproduction au sens large était au cœur des débats. Il s'agissait de le penser et de le faire reconnaître comme du travail, comme du travail socialement nécessaire au sens capitaliste, comme une activité qui soutient la vie au sens biologique et la capacité à travailler, au sens de ce que Marx nomme « la force de travail ». En « modifiant l'ordre architectural [des catégories de Marx] de sorte que le centre de gravité ne soit plus exclusivement le travail salarié et la production de marchandises mais la production et la reproduction de la force de travail », les féministes ont mis en exergue « un nouveau terrain d'accumulation et de lutte, et la vraie mesure de la dépendance du capital à l'égard du travail non payé »¹. Le MLF et d'autres groupes féministes ont dénoncé le travail extorqué par le biais du contrat de genre à la base des sociétés capitalistes (hommes pourvoyeurs et femmes au foyer), remettant bien sûr en question l'exploitation du travail reproductif, la position de subordination et de domination des femmes face

1 S. Federici, *Le capitalisme patriarcal*, Paris, La Fabrique, 2019, p. 77.

aux maris et à la famille plus largement. Elles ont revendiqué l'autonomisation des femmes, notamment via leur accès au marché du travail.

En Suisse, cette revendication a été exaucée : aujourd'hui les femmes constituent la moitié de la population active et près de 80 % des femmes en âge de travailler sont actives professionnellement selon l'Office fédéral de la statistique (OFS) ; aujourd'hui l'emploi féminin semble être une « évidence ». Le foyer ne semble plus une option, ni pour la majorité des femmes, ni pour les politiques publiques qui, de manière très schématique, sont passées d'une volonté d'un retour au foyer tout au long du xx^e siècle, particulièrement en période de crise économique², à la mise au travail des femmes suite au développement des politiques d'activation dans le système de protection

2 C. Schoeni, *Travail féminin: retour à l'ordre! L'offensive contre le travail des femmes durant la crise économique des années 30*, Lausanne, Antipodes, 2012; S. Christe, N. Natchkova, M. Schick, C. Schoeni, *Au foyer de l'inégalité. La division sexuelle du travail en Suisse pendant la crise des années 30 et la Deuxième Guerre mondiale*, Lausanne, Antipodes, 2005; C. Togni, *Le genre du chômage. Assurance chômage et division sexuée du travail en Suisse (1924-1982)*, Lausanne, Antipodes, 2015.

sociale (depuis les années 1990 en Suisse). D'une revendication, l'accès au marché du travail est devenu une injonction... J'y reviendrai dans mon deuxième point.

Le travail reproductif n'a pas disparu de la liste des revendications de la lutte féministe, mais il n'est plus au cœur des débats. Dans le manifeste pour la grève du 14 juin, nous revendiquons du temps pour partager les responsabilités familiales et sociales, nous aimerions que le travail reproductif soit partagé avec les hommes, nous aimerions être payées suffisamment pour ne pas travailler trop et que les contraintes du privé soient prises en compte. Nous revendiquons la reconnaissance du travail de *care* à sa juste valeur, surtout lorsqu'il est effectué dans un rapport marchand : ce sont toutes les revendications concernant l'augmentation salariale des emplois féminisés (éducatrices, aides-soignantes, assistantes médicales, maternelles, dentaires, etc.). Dans le manifeste, il n'est pas, ou plus, question de rémunération en dehors du marché du travail *strico sensu* (au sens d'un rapport contractualisé); vous ne trouvez pas non plus de revendication

portant sur un « salaire pour le travail ménager » (même si cela a fait débat dans certains cantons).

Dans les médias et dans les institutions très respectables que je fréquente, les revendications concernant le travail productif occupent le devant de la scène : l'égalité salariale, le plafond de verre, la fameuse « conciliation travail-famille » ! Certes la reconnaissance du travail reproductif apparaît toujours car il y a bien continuité entre la dévaluation du travail réalisé dans la sphère privée et la position des femmes sur le marché du travail, mais elle apparaît davantage en toile de fond et non plus sur le devant de la scène.

Ce passage en arrière-fond renvoie bien sûr à des hiérarchies sociales bien entérinées, à la primauté du productif sur le reproductif. Cette hiérarchisation me semble dangereuse pour la lutte féministe et c'est l'objet de mes deux autres points.

Double crise (du travail productif et reproductif) et rôle du *workfare* dans la dévaluation du travail reproductif

L'accès au travail productif a été un facteur d'émancipation des femmes, mais le travail

rémunéré ne leur a pas ouvert les portes du paradis ou de l'autonomie loin s'en faut : temps partiel, métiers faiblement rémunérés, *bullshit jobs*, pauvreté, dépendance aux conjoints, aux employeurs, à l'État, etc. Je ne dis pas que les militantes du MLF se sont trompées en revendiquant la place des femmes sur le marché du travail, loin s'en faut ; et d'ailleurs, marxistes qu'elles étaient, elles avaient très bien mesuré l'aliénation propre au travail productif. Cependant, certaines militantes historiques du MLF dont je suis proche émettent parfois quelques doutes lors de nos discussions...

Nous ne pouvons bien sûr pas refaire l'histoire à l'envers et, dans ce cas de figure, je ne sais pas si nous pouvons dire « si j'aurais su, j'aurais pas venu ». En revanche, ce qui est sûr, c'est qu'il était parfaitement impossible de « savoir », de prévoir les transformations massives et les processus de précarisation à l'œuvre sur le marché du travail depuis les années 1980-1990 dans les pays occidentaux. Ce que nous appelons aujourd'hui la flexibilisation du marché du travail, l'effritement de la société salariale et la remise en cause

du statut salarial et des droits sociaux³ a coïncidé avec le moment où les femmes ont rejoint massivement le marché du travail.

Les femmes ont été les premières cibles de ces processus de précarisation car elles ont été, et elles sont aujourd'hui encore, utilisées comme des leviers d'ajustement par le capital. La surreprésentation des femmes parmi les catégories exclues de l'emploi ou y ayant un accès limité est beaucoup documentée, je ne vais donc pas m'étendre sur ce point. J'aimerais en revanche relever un point de vigilance : il n'existe pas et il n'existera pas de « female breadwinner » (femme soutien de famille). Ce constat doit être établi, non pas en raison de la position des femmes sur le marché du travail (certaines d'entre elles assurent le revenu principal de leur ménage), mais parce que le compromis fordiste, emploi contre sécurité sociale, n'existe plus. Comme le soulignent Lisa Adkins et Maryanne Dever, les arrangements qui ont rendu possible la catégorie de *breadwinner*

3 R. Castel, *La montée des incertitudes. Travail, protections, statut de l'individu*, Paris, Seuil, 2009.

ont été radicalement démantelés⁴. Dans un tel contexte, le rêve d'une émancipation par le travail prend un méchant coup pour les femmes, comme pour les hommes.

Les féministes ne pouvaient pas non plus prévoir que l'accès de la majorité des femmes au travail rémunéré (y compris des mères avec un passeport suisse), ne s'accompagnerait pas d'un partage des tâches entre hommes et femmes⁵. Ce non-partage du travail domestique, combiné à l'exigence de disponibilité pour le marché du travail, a débouché sur ce que les féministes appellent une « crise du *care* » ou « crise du travail reproductif » : épuisement lié à la double journée, manque de solutions de garde pour les enfants, manque de temps pour s'occuper des proches, non prise en compte par les employeurs ou par l'État de la masse immense du travail effectué

4 L. Adkins, M. Dever, « Housework, Wages and Money » in *Australian Feminist Studies*, n° 29, 2014.

5 Même si les hommes consacrent davantage de temps aux tâches domestiques qu'auparavant : 16,2 heures par semaine en 2010 contre 17,9 en 2016 (OFS, Communiqué de presse « Participation accrue des hommes tâches domestiques et familiales, et des femmes au travail rémunéré », 2017).

dans la sphère privée et surtout, accroissement des inégalités entre femmes, puisqu'elles restent aujourd'hui comme hier responsables du travail domestique et de *care* (qu'elles soient payées ou non pour le faire).

D'un point de vue théorique, cette double crise du travail productif et reproductif est une illustration magistrale de l'articulation des sphères privée et professionnelle théorisée par les féministes et de l'impossibilité de penser ces deux sphères de manière disjointe. D'un point de vue pratique, les femmes sont doublement perdantes, sauf une toute petite minorité très privilégiée sur le marché du travail qui externalise le travail reproductif sur d'autres femmes plus pauvres et plus précaires, souvent migrantes⁶. C'est ce que dans le jargon féministe on appelle la « dualisation de l'emploi féminin »⁷.

Loin d'être résolue, cette double crise constitue un enjeu majeur des sociétés contemporaines occidentales. Sauf à en croire les chantages

6 A. R. Hochschild, « Le nouvel or du monde » in *Nouvelles Questions Féministes*, n° 23, 2004, p. 59-74.

7 D. Kergoat, *Se battre, disent-elles...*, Paris, La Dispute, 2012.

libéraux, elle ne pourra pas être résolue par la solution du « tout marché » ou de la marchandisation de la sphère privée, précisément parce que cette solution entérine la division sexuée du travail et les rapports sociaux, par définition antagoniques, qui la sous-tendent.

Au sujet de la marchandisation de la sphère privée, j'aimerais préciser rapidement le rôle de l'État et l'obligation faite aux bénéficiaires ou aux allocataires du système de protection sociale de travailler en échange des prestations (de chômage, de l'assistance, etc.). Historiquement, l'État a joué un rôle crucial dans le renvoi au foyer des femmes; aujourd'hui il a changé son fusil d'épaule et les pousse à renforcer leur présence sur le marché du travail. Il le fait avec beaucoup d'injonctions, avec des mesures d'insertion visant à renforcer leur employabilité et leur « corvéabilité » grâce à un système de sanctions très élaboré.

Rejoindre le marché du travail, certes mais à quel prix? Les femmes sont plus nombreuses que les hommes à connaître une situation de pauvreté, elles sont davantage à l'aide sociale que leurs homologues masculins et proportionnellement

plus nombreuses à connaître un temps de chômage : elles sont donc les premières « clientes » des politiques d'activation mises en œuvre dans certains secteurs de la protection sociale. Transformer une femme à l'assistance publique en femme de ménage ou en maman de jour pour une « bougeoise » suroccupée, est-ce vraiment du *win-win* comme on souhaiterait nous le faire croire ? Le *workfare*, avec sa rhétorique de la sacralisation du travail salarié, joue un rôle clé dans la précarisation des conditions de travail en général, et des femmes en particulier. Cela est tout à fait problématique car leurs conditions d'emploi ne leur permettent précisément pas d'assurer leur subsistance économique, la majorité d'entre elles sont dans des situations de double, voire de triple dépendance : à un employeur, à l'État et à leur conjoint, et ce durant l'ensemble de leur parcours de vie⁸.

L'instauration de l'obligation de travailler en échange des prestations sociales, que cela soit pour lutter contre les abus, pour renforcer

8 M. Kuehni, « Des expériences de pauvreté laborieuse dans un contexte d'activation sociale : une perspective de genre » in *Recherches féministes*, n° 30, 2018, p. 81-100.

son employabilité et prouver sa motivation à rejoindre rapidement le marché du travail, participe à la remise en cause du « statut salarial » garantissant un salaire et des droits sociaux (acquis de haute lutte), mais aussi à la dévalorisation de tout ce qui a trait au travail de reproduction. En envoyant les condamné·es nettoyer les parcs et les forêts, les femmes à l'assistance publique sur les passages piétons pour faire traverser les enfants sur les chemins de l'école, les requérant·es d'asile nettoyer les bus, les civilistes dans les établissements médico-sociaux pour s'occuper des personnes âgées et les chômeurs et chômeuses au recyclage, les politiques d'activation contribuent à un mouvement plus général de dévalorisation du travail de reproduction. Ces tâches d'entretien du monde, des espaces de vie collectifs – rues, parcs et jardins – des personnes (vulnérables ou non) sont ainsi directement désignées comme le travail qui ne paie pas, le travail que les puissant·es de ce monde laissent aux plus précaires d'entre nous, dont de nombreuses femmes, parce qu'il est insuffisamment « profitable ». Ce travail de reproduction au sens large est pourtant le cœur ou le ciment de ce qui fait société.

Ce mépris, cette dévaluation et dévalorisation des tâches reproductives, du soin aux vivant·es et au monde, m'amène à mon troisième et dernier point.

Pour LA grève féministe

LA grève féministe, ce n'est pas la grève des infirmières, des nettoyeuses, ni celle des sociologues féministes ou de n'importe quel autre groupe professionnel : c'est la grève de toutes les femmes. Comme de nombreuses grèves, « il s'agit, après avoir toujours plié, tout subi, tout encaissé en silence pendant des mois et des années, d'oser enfin se redresser. Se tenir debout. Prendre la parole à son tour. [...] Indépendamment des revendications, cette grève est en elle-même une joie. Une joie pure. Une joie sans mélange »⁹.

Cette joie ne doit pas nous faire perdre de vue un enjeu fondamental de la grève féministe, précisément parce qu'elle est féministe, cette grève n'est pas et ne doit pas être une grève qui sacrifie le travail reproductif sur l'autel du travail

9 S. Weil, *Grèves et joie pure. Une arme nouvelle : les occupations d'usine* (1936), Clermont-Ferrand, Éditions Libertalia, 2016, p. 37.

productif! La lutte du 14 juin n'est pas une lutte pour un féminisme libéral fondé sur « l'égalité des chances de dominer »¹⁰, un féminisme qui dit qu'avec 50 % de femmes dans les conseils d'administration le monde sera sauvé, sans prendre la mesure du travail effectué par celles qui leur assurent du temps disponible pour siéger dans ces fameux conseils.

Avec vous et avec toutes celles qui vont nous rejoindre le 14 juin, j'espère que cette grève sera un pas vers la transformation radicale de la société, qu'elle sera la lutte pour un renouvellement en profondeur de l'organisation sociale, en particulier du travail de reproduction. J'espère, pour le dire vite, que cette grève sera une lutte de gauche, qu'elle sera la lutte pour une société où le profit ne l'emporte pas sur la vie...

10 C. Arruzza, T. Bhattacharya, N. Fraser, *Féminisme pour les 99 %*. Un manifeste, Paris, La Découverte, 2019, p. 13.

Postface d'entremonde

Charlene Calderaro

Ils disent que c'est de l'amour. Nous disons que c'est du travail gratuit.

Ils appellent ça de la frigidité. Nous appelons ça de l'absentéisme.

Chaque fausse couche est un accident de travail.

Silvia Federici, *Wages for Housework*, Bristol, Power of Women Collective, Falling Wall Press, 1975.

Qui, chez les féministes, se souvient du débat du salaire au travail ménager qui s'est tenu dans le mouvement des femmes durant presque toute la décennie 70 ? Probablement quelques militantes aux cheveux blancs. Et encore !

Louise Toupin, « Le salaire au travail ménager, 1972-1977 : retour sur un courant féministe évanoui » in *Recherches féministes*, vol. 29, n° 1, p. 179-198, 2016.

La conférence de Silvia Federici et la table ronde sur le travail gratuit qui ont eu lieu à Lausanne en 2019 et sur lesquels est revenu cet ouvrage sont non seulement l'occasion de rouvrir un chapitre de l'histoire féministe laissé dans l'oubli – celui de la lutte pour un salaire au travail ménager – mais aussi de réinscrire la problématique du travail gratuit au cœur de la théorie féministe marxiste du travail reproductif. Défini comme l'ensemble des tâches et activités quotidiennes nécessaires au maintien de la vie et à la capacité au travail, le travail reproductif constitue l'objet central de l'analyse féministe marxiste, dès ses prémises dans les années 1920 jusqu'aujourd'hui, en passant par le grand débat sur le travail domestique des années 1970. Après s'être attaquées à l'analyse du travail domestique des femmes, les théoriciennes féministes marxistes ont fourni une analyse du travail reproductif et de *care* dans son ensemble, secteur dont les reconfigurations récentes les ont conduites à élaborer une théorie de la reproduction sociale¹.

1 T. Bhattacharya (dir.), *Social Reproduction Theory. Remapping Class, Recentering Oppression*, Londres, Pluto Press, 2017.

Si la grève féministe du 8 mars 2020 qui a eu lieu un dimanche a été l'occasion en Suisse comme ailleurs de remettre au goût du jour la problématique du travail reproductif, gratuit et/ou non reconnu, c'est, avec elle, la pensée féministe marxiste qui fait l'objet d'un regain d'intérêt. Dans le monde francophone tout au moins, les traductions françaises des ouvrages de Silvia Federici; *Point zéro: propagation de la révolution. Salaire ménager, reproduction sociale combat féministe* en 2012 et *Caliban et la Sorcière* en 2014 ont contribué à renouveler l'attention portée aux écrits des féministes marxistes, à la fois dans la théorie et dans les mouvements féministes. À l'ère de l'ubérisation et de la multiplication des moyens de captation de la valeur, dans un contexte de division internationale du travail, revisiter les théories féministes marxistes du travail s'avère particulièrement fructueux. Comme le montre Maud Simonet dans son ouvrage *Travail gratuit: la nouvelle exploitation?* (2018), l'analyse féministe marxiste du travail domestique apporte un éclairage précieux pour saisir les enjeux posés par les nouvelles formes de travail gratuit, des stages non rémunérés que l'autrice aborde dans

cet ouvrage avec la lutte des CUTE, au *workfare*² et en passant par le *digital labor*. C'est, plus largement, la contribution majeure de cet ouvrage : les apports de la pensée féministe marxiste du travail sont précieux et d'actualité pour penser ce qui se passe bien au-delà de la sphère domestique.

Des premières critiques féministes de Marx au mouvement pour un salaire au travail ménager

Le premier pas franchi par les féministes socialistes dès les années 1920 a consisté à mettre en avant le caractère « socialement nécessaire »³ du travail domestique réalisé par les femmes. Ce faisant, Alexandra Kollontai, aux

2 Inspiré du terme *welfare* (« bien-être », relatif à la prise en charge du bien-être par l'État et les institutions publiques), le *workfare* désigne le travail non rémunéré effectué en échange d'allocations sociales aux États-Unis. Il est question plus largement d'un bien-être social qui n'est plus accessible gratuitement grâce à l'État-providence mais en travaillant, souvent dans des activités d'intérêt général.

3 Margaret Benston, en 1969, parle du travail domestique comme d'une « production socialement nécessaire », dans « Pour une économie politique de la libération des femmes » in *Partisans*, « Libération des Femmes : année zéro », n° 54-55, 1969, p. 23-31.

côtés de Clara Zetkin ou encore Rosa Luxembour, réunies au sein de l'*Internationale des femmes socialiste*, pose les jalons d'une critique fondamentale de la théorie de la valeur-travail de Marx:

La ménagère peut passer toute la journée, du matin au soir, à nettoyer sa maison, elle peut laver et repasser le linge quotidiennement, faire tout son possible pour garder ses vêtements en bon état et à préparer tous les plats qu'elle veut et que ses ressources lui permettent de préparer, elle terminera quand même la journée sans avoir créé aucune valeur. Malgré son industrie, elle n'aura rien fait qui puisse être considéré comme une marchandise⁴.

La question de la valeur est centrale dans la critique que les féministes marxistes opposent à Marx: c'est d'abord l'invisibilité du travail domestique dans sa théorie de la valeur-travail qu'elles critiquent, et, par-là même, son caractère non productif. Situé en dehors du marché capitaliste,

4 A. Kollontai, « Communism and the Family », *Komunistka*, n° 2, 1920, in *Selected Writings of Alexandra Kollontai*, Londres, Allison & Busby, 1977.

le travail domestique est en effet appréhendé par Marx comme ne produisant aucune valeur réelle :

Une chose peut être une valeur d'usage sans être une valeur. Il suffit pour cela qu'elle soit utile à l'homme sans qu'elle provienne de son travail. [...] Une chose peut être utile et produit du travail humain, sans être marchandise. Quiconque, par son produit, satisfait ses propres besoins ne crée qu'une valeur d'usage personnelle.⁵

Pour aborder la problématique du travail domestique, il faut en effet revenir à la distinction que Marx opère entre valeur d'usage et valeur d'échange, travail abstrait et travail concret, ces couples notionnels à la base de sa théorie de la valeur et du travail. Il distingue, comme Smith et Ricardo avant lui, la valeur d'usage et la valeur d'échange d'une marchandise ; la première étant l'utilité d'un bien, la seconde étant la quantité de travail moyen nécessaire à sa production. Les valeurs se manifestant à travers les échanges sur le marché, c'est là – et là seulement – qu'intervient

5 K. Marx, *Le Capital* (Livre I, section 1, chap. 1), Paris, Maurice Lachâtre, 1872, p. 15-16.

le travail comme outil de mesure de la valeur : celle-ci est déterminée par la quantité de travail moyen nécessaire à la production uniquement dans le cadre de marchandises susceptibles d'être échangées sur le marché. À cette distinction se greffe le « double caractère » du travail chez Marx, faisant référence au « travail abstrait » et au « travail concret » ; le travail abstrait est celui qui produit de la valeur d'échange, tandis que le travail concret est le travail produisant de la valeur d'usage. C'est donc à travers l'abstraction – via l'acquisition d'une valeur d'échange – que le travail concret gagne de la valeur, et qu'il devient alors un « travail abstrait ». La question prévisible est donc, *quid* des marchandises – ou biens ou services dirait-on aujourd'hui – produites dans le cadre de la sphère domestique, hors du marché, et plus largement, *quid* du travail domestique concret, essentiellement réalisé par les femmes ?

C'est donc à partir de cette critique de la théorie marxiste que les féministes marxistes s'organisent, « avec et contre Marx », pour faire reconnaître le travail domestique comme un travail, dans la théorie comme dans l'action. La campagne pour un salaire au travail ménager,

Wages for Housework, débute dès la création du Collectif Féministe International⁶ fondé en Italie en 1972. Elle se tiendra dans plusieurs grandes villes jusqu'en 1977 voire parfois plus tard pour certains comités. Le collectif international mène ses actions en établissant des comités locaux à l'échelle transnationale, entre autres en Italie, en Angleterre, aux États-Unis ou encore en Suisse, dans un contexte où le paysage féministe majoritaire défendait d'autres priorités. Aux États-Unis, l'Organisation Nationale des Femmes (*National Organisation for Women, NOW*) est fondée en 1966 après le constat d'échec de la reconnaissance juridique de l'égalité professionnelle entre les sexes. Elle a été principalement créée à ses débuts pour faire pression sur les employeurs et le gouvernement dans le but d'obtenir l'égalité professionnelle entre les sexes. En France, Le Mouvement de Libération des Femmes (MLF) né dans les années 1970 se concentre alors sur les droits reproductifs et sexuels (contraceptifs) dans le sillage du Planning Familial, bien que différentes

6 *Collettivo Internazionale Femminista* ou *International Feminist Collective*.

tendances existent au sein du mouvement. Plus généralement, les droits reproductifs et l'égalité professionnelle sont des préoccupations féministes de premier plan lors de ladite deuxième vague, ce qui ne doit pas mener à laisser dans l'oubli l'héritage historique, intellectuel et militant de la grande campagne internationale qu'a été celle pour un salaire au travail ménager.

L'Insoumise : l'épisode genevois de la campagne pour un salaire au travail ménager

Rouvrir ce chapitre de l'histoire est aussi l'occasion de rappeler l'épisode genevois de la campagne internationale, lors duquel les militantes pour un salaire au travail ménager se sont réunies au sein du collectif l'Insoumise de Genève. C'est d'ailleurs aux Insoumises genevoises que l'on doit la première traduction française du texte *Wages for Housework* paru en 1975 sous la plume de Silvia Federici. L'ouvrage collectif qu'elles éditent en 1977, *Le foyer de l'insurrection. Textes pour le salaire sur le travail ménager*, rassemble et traduit un ensemble de textes issus des luttes pour le salaire ménager. L'ouvrage collectif

publié à Genève concluait que « continuer de propager l'image de la "femme travailleuse" opposée à celle de la "ménagère", c'est continuer de propager une des plus graves erreurs du mouvement ouvrier: celle de ne pas avoir impliqué toute la famille dans la lutte »⁷. Les Insoumises de Genève de poursuivre :

Contrairement à une partie du mouvement féministe, nous n'avons pas peur de ces propositions gouvernementales, catholiques, sociales-démocrates et réformistes. Nous n'avons pas peur d'être « renvoyées à nos casseroles » : les avions-nous jamais quittées? Et qui faisait le ménage avant la crise? Ce ne sont pas les quelques miettes que l'État nous allouerait qui vont nous empêcher de lutter. Au contraire, quand on goûte à ce gâteau-là, on y prend goût et on en veut toujours plus!

C'était en réaction aux vifs débats provoqués par la revendication du salaire au travail ménager que les Insoumises de Genève écrivaient ces lignes.

7 *Le Foyer de la résurrection. Textes pour le salaire sur le travail ménager*. Collectif l'Insoumise, Genève, 1977.

Très mal reçue par une grande partie du mouvement féministe, la demande des militantes du Collectif Féministe International comportait aux yeux des autres franges du mouvement un risque d'une réassignation des femmes à la sphère domestique, au moment où leur accès à la sphère dite productive se généralisait. La dimension stratégique et le travail de théorisation derrière cette revendication étaient restés incompris pour beaucoup. Elles écrivent pourtant dans un contexte où « une grande partie des femmes sont salariées ou l'ont été [et où] la plupart des femmes savent donc ce que ça veut dire de faire deux travaux »⁸ : ladite double journée de travail était déjà la réalité de nombreuses femmes en Suisse dans les années 1970. Leurs revendications étaient portées non seulement en tant que travailleuses au foyer, mais aussi en tant que travailleuses à l'usine, lieu qui a été en partie investi des luttes pour un salaire un travail ménager, ne serait-ce que parce que toutes les travailleuses étaient également des travailleuses au foyer. L'usine comme

8 Collectif l'Insoumise, « salaire contre le travail ménager », n° 2, novembre 1975, Genève.

lieu de travail constituait également un espace où les femmes se retrouvaient et pouvaient discuter de leur sort, d'abord concernant les problématiques qu'elles rencontraient en tant qu'ouvrières à l'usine, mais aussi en tant que travailleuses à la maison. « Unies à l'usine, isolées au ménage »⁹; l'expression utilisée par les Insoumises de Genève faisait suite à leurs nombreux échanges avec des femmes ouvrières en lutte dans les usines du Jura ou encore de St-Julien. Elles posaient alors la question: « Est-ce qu'on peut tenir tête au patron, et, quand on rentre à la maison, être de nouveau l'esclave, "la ménagère" ? »¹⁰. Les luttes des femmes ouvrières, qui luttaient pour le maintien de leur place de travail menacé par les fermetures d'usines et pour garder leur salaire – qui était davantage un salaire d'appoint audit salaire familial – constituaient une occasion de mettre en avant leur condition de travailleuse au foyer non payée. Les Insoumises tentaient de convaincre les femmes en lutte au sens large – dans les usines comme dans les rangs féministes y compris au

9 *Ibid.*

10 *Ibid.*

sein du MLF suisse¹¹ – du bien-fondé de la revendication d'un salaire pour le travail ménager, ou plutôt, *contre* le travail ménager.

Silvia Federici exposait en 1975 la perspective politique et le potentiel révolutionnaire de la revendication du salaire au travail ménager dans *Wages for Housework*: être reconnu·e comme un·e travailleur·se·, c'est pouvoir « marchander et lutter autour de ce salaire, se battre contre la quantité de salaire (toujours trop basse) qu'on détient, et contre la quantité de travail (toujours trop grande) qu'on fournit »¹². Ensuite, revendiquer un salaire au travail ménager, c'est dénaturiser le travail ménager, construit socialement en une activité naturellement féminine, voire en un besoin, et jamais comme un travail non payé :

C'est précisément en demandant un salaire pour notre travail que notre “nature” féminine cessera et que notre lutte pourra commencer, car exiger un salaire pour le travail

11 M. Budry, E. Ollagnier, *Mais qu'est-ce qu'elles voulaient ? Histoire de vie du MLF à Genève*, Lausanne, Éditions d'en bas, 1999.

12 S. Federici, *Wages for Housework*, Power of Women Collective and Falling Wall Press, Bristol and London, 1975.

ménager signifie refuser ce travail comme l'expression de notre nature, et par conséquent, refuser le rôle féminin que le capital a inventé pour nous.¹³

Dans son ouvrage *Le Salaire au travail ménager: Chronique d'une lutte féministe internationale*¹⁴, Louise Toupin revient sur ce mouvement et sur les controverses et incompréhensions qu'il a suscitées parmi les féministes de la deuxième vague. Elle note que malgré les vives discussions auxquelles il a donné lieu, en s'inscrivant dans le grand débat sur le travail domestique des années 1970, il demeure à la marge de l'historiographie féministe. Si l'apport pionnier de ce mouvement des années 1970 à la théorie féministe du travail semble en grande partie oublié¹⁵, les apports des féministes marxistes sont plus que jamais d'actualité. Leurs écrits ont, depuis lors, permis d'englober les évolutions plus récentes du travail reproductif et de

13 *Ibid.*

14 L. Toupin, *Le Salaire au travail ménager: Chronique d'une lutte féministe internationale (1972-1977)*, Montréal, Les éditions du remue-ménage, 2014.

15 L. Toupin, « Le salaire au travail ménager, 1972-1977: retour sur un courant féministe évanoui », *Recherches féministes*, vol. 29, n° 1, p. 179-198, 2016.

care au-delà de la seule sphère domestique. Elles fournissent donc non seulement un cadre d'analyse précieux pour l'étude des nouvelles formes de travail gratuit, mais aussi pour le travail reproductif et de *care* payé – ou sous-payé –, dans le cadre domestique (y compris chez autrui) et en dehors.

Au-delà de la sphère domestique : le secteur du travail reproductif et de *care* (sous)payé

Le travail gratuit existe au-delà du travail domestique et reproductif, comme l'a montré la lutte des CUTE au Canada, et le travail reproductif existe au-delà du cadre domestique, comme l'a montré la lutte des employé·e·s de la société de nettoyage ONET, en Suisse comme en France¹⁶. De plus en plus privatisé, le secteur du

16 En février 2019, les employé·es de la société ONET, mandatée par la ville de Genève pour l'entretien des toilettes publiques, font grève pour dénoncer leurs conditions de travail (flexibilisation du temps de travail, baisse des salaires, équipements de protection insuffisant, etc.). Elles et ils mènent cette action un an après les employées d'ONET à Paris, qui ont aussi fait grève dès novembre 2017, pour s'opposer aux nouvelles obligations

travail reproductif et de *care* intègre le marché des services : il acquiert donc en partie une valeur d'échange et sort de la gratuité. Un tel constat peut mener à l'hypothèse qu'il devient alors un travail « reconnu » puisque payé et producteur de valeur au sens de la comptabilité nationale et économique officielle. Néanmoins, ce que montrent les conditions de travail et les luttes des employé·e·s de prestataires de services comme ONET et de nombreux autres, employant parmi les plus précaires, avec un grand nombre de personnes migrantes et/ou sans papiers en Suisse, ou de personnes issues de l'immigration postcoloniale en France, c'est que ce travail traditionnellement féminin n'est pas davantage reconnu lorsqu'il est payé. Il sort certes de la gratuité, mais comporte son lot de pénibilité, renforcé par les demandes de flexibilité croissante, les baisses de salaires et les violations des conventions collectives de travail.

contractuelles que la société, mandatée par la SNCF, s'apprêtait à imposer à ses employé·es (notamment la clause de mobilité permettant d'envoyer l'employé·e d'une gare à l'autre sans son accord). Ces dernières ont obtenu un accord de fin de grève satisfaisant la plupart de leurs revendications, mais les salarié·e·s de Genève n'ont pas eu gain de cause.

Cette privatisation croissante du travail de *care* s'inscrit également dans des rapports Nord/Sud marqués par des flux migratoires du Sud global vers le Nord global, et participe de la nouvelle division internationale du travail, expression que Silvia Federici emploie à son tour pour évoquer plus spécifiquement la « restructuration mondiale du travail reproductif »¹⁷. Les personnes migrantes du Sud vers le Nord qui intègrent ce secteur représentent une main-d'œuvre bon-marché, dans un contexte européen caractérisé par une population vieillissante et par une dégradation des services publics de *care*. Ces facteurs entraînent une demande croissante dans le secteur du *care* qui est de plus en plus privatisé, et, au demeurant, essentiel au maintien de la vie. Comme l'a montré Sara Farris, ces reconfigurations du domaine du *care* sont aussi marquées par un contexte dans lequel les politiques d'intégration professionnelle incitent les femmes migrantes – davantage que les hommes migrants, qui font plus l'objet de

17 S. Federici, *Revolution at Point Zero. Housework, Reproduction and Feminist Struggle*, Oakland, PM Press, 2012, p. 66.

campagnes racistes et anti-immigration – à intégrer ces secteurs dans lesquels la demande est forte¹⁸.

Depuis les écrits des années 1970 qui mettaient au centre la question du travail domestique des femmes, un long chemin a été parcouru, marqué par ces évolutions globales du secteur reproductif. La prise en compte de celles-ci a invité à repenser les liens entre patriarcat, racisme et capitalisme, et à élaborer une théorie de la reproduction sociale qui met l'accent sur les processus sociaux – de genre, de classe et racialisés – par lesquels est reproduite la force de travail¹⁹. Les aspects raciaux de cette division du travail avaient déjà été mis en avant par les féministes marxistes noires dès la fin des années 1940, notamment lorsque Claudia Jones évoquait les « employées de maison » qui recevaient déjà un bas salaire pour le travail domestique qu'elles effectuaient

18 S. Farris, *In the Name of Women's Rights. The Rise of Femonationalism*. Durham, Duke University Press, 2017.

19 S. Ferguson, *Women and Work. Feminism, Labour and Social Reproduction*, Londres, Pluto Press, 2019 ; K. Bezanson, M. Luxton, *Social Reproduction: Feminist Political Economy Challenges Neoliberalism*, Montreal, McGill-Queen's University Press, 2006.

chez les familles blanches de classe moyenne et supérieure, qu'elles cumulaient avec le travail domestique dans leur propre foyer, non payé²⁰.

Il ne s'agit donc non plus du seul travail domestique gratuit, mais du travail reproductif dans son ensemble; gratuit et rémunéré, dans la sphère domestique et au-delà. Il s'agit de penser l'ensemble de la sphère de la reproduction sociale, qui se compose alors de tous les secteurs et activités nécessaires au maintien de la vie et au maintien de la capacité au travail – autrement dit les activités qui permettent de rendre le/la travailleur·se apte au travail jour après jour.

Le travail du sexe : un enjeu féministe

Cette journée du 25 mai 2019 a aussi été l'occasion, dans le contexte de la préparation de la grève féministe du 14 juin en Suisse, de rappeler l'importance du travail du sexe comme

20 C. Jones, « Femmes noires et communisme : mettre fin à une omission », Traduction du texte original de Claudia Jones « An End to the Neglect of the Problems of the Negro Woman ! » in *Revue Période*, 2014 (1949) [revue en ligne]. Voir aussi : A. Davis, *Women, Race and Class*, 1981, New York, Vintage books.

enjeu fondamentalement féministe. Morgane Merteuil nous a exposé les enjeux stratégiques en faveur d'une inclusion des travailleur·se·s du sexe et de leurs problématiques au sein du mouvement féministe, à l'aune d'une analyse féministe marxiste qu'elle déploie à la suite de Silvia Federici. En réinscrivant la question du travail du sexe dans la continuité du travail reproductif réalisé par les femmes, Morgane Merteuil affirme « la nécessité, notamment pour la gauche et le féminisme, de soutenir ces luttes au nom du processus révolutionnaire auquel elles nous invitent »²¹.

C'est cette inscription du travail du sexe dans la continuité du travail reproductif gratuit – auquel sont assignées les femmes en raison de leur « nature » féminine – qui amène Morgane Merteuil à inscrire la lutte des travailleuses du sexe dans la continuité des luttes féministes. Dans cet ouvrage, elle invite les féministes à s'appropriier les luttes des travailleuses du sexe en expliquant pourquoi il est important qu'elles le fassent : si

21 M. Merteuil, « Le travail du sexe contre le travail », in F. Boggio Ewanjée-Epée, S. Magliani-Belkacem, M. Merteuil et F. Montferrand, *Pour un féminisme de la totalité*, Paris, Amsterdam, coll. Période, 2017.

les féministes doivent inclure les travailleuses du sexe et leurs luttes dans leur mouvement, ce n'est pas seulement parce que ces dernières sont vulnérables – et rendues davantage vulnérables par les politiques néoabolitionnistes – mais c'est d'abord parce que ces premières ont tout intérêt à le faire. Dénaturaliser le travail du sexe, c'est dénaturiser le travail reproductif, et déstigmatiser le travail du sexe, c'est agir contre le stigmate de la putain qui menace toutes les femmes et leurs sexualités.

Si l'enjeu est fondamentalement féministe, c'est aussi parce que les régimes abolitionnistes inspirés du modèle suédois – caractérisé par la pénalisation des clients dans le but de faire diminuer la demande – sont mis en place par une partie des féministes elles-mêmes. Les féministes institutionnelles embrassent, dans la majorité des pays occidentaux où elles sont en poste, le paradigme abolitionniste et jouent un rôle central dans la mise à l'agenda de ces politiques publiques, qui

ont pour effet une détérioration des conditions de vie et de travail des travailleur·se·s du sexe²².

Les mots de Morgane Merteuil lors de cette journée du 25 mai 2019 sont loin d'être restés lettre morte, puisqu'un collectif consacré à la question du travail du sexe a vu le jour au sein du mouvement féministe lausannois, issu d'affinités militantes nées à l'occasion de la grève féministe de 2019.

Cette journée du 25 mai, publiée à travers le présent ouvrage, a été l'occasion de (re)mettre l'accent sur le travail gratuit et non reconnu, et plus largement sur la sphère de la reproduction sociale, réunissant toutes ces activités dont on ne peut se passer. Il le fait dans un contexte marqué par une crise sanitaire²³, qui fait apparaître on ne peut plus brutalement la nécessité de remettre au centre ces questions liées au travail gratuit, reproductif et de soin, dans les rangs féministes et

22 H. Le Bail, C. Giametta, N. Rassouw, « Que pensent les travailleur.se.s du sexe de la loi prostitution? Enquête sur l'impact du 13 avril 2016 contre le "système prostitutionnel" » in *Médecins du Monde*, 2018.

23 Liée à la pandémie de la Covid-19.

plus largement. Il le fait dans un contexte qui a vu les appels au bénévolat pulluler, de même que les initiatives solidaires : des réseaux de voisinages qui se mobilisent pour faire les courses aux plus vulnérables aux couturières qui s'organisent en réseaux pour créer des masques. Si ces initiatives, émanant de la base, ont eu pour premiers objectifs de venir en aide aux plus vulnérables, elles ont vite été encouragées par des appels à bénévolat de la part des États, d'institutions publiques ou encore de grandes enseignes²⁴. Les couturières qui s'étaient organisées par elles-mêmes et selon les besoins de leur entourage et des travailleur·se·s vulnérables, ont été sommées de produire davantage de masques, notamment pour les municipalités françaises en vue du déconfinement²⁵, toujours gratuitement. Refusant que leur élan spontané et solidaire tourne à l'exploitation, elles s'organisent contre le travail gratuit auquel elles

24 « Déjà 13 000 bénévoles pour “Amigos”, le service de livraison des courses à domicile destiné aux personnes en difficulté » in *Presseportal*, 2 avril 2020.

25 « La ville de Lille lance un appel aux bénévoles pour coudre des masques en tissu » in *actu.fr*, 16 avril 2020.

sont enjointes²⁶, rappelant que « si les femmes* s'arrêtent, les masques tombent! »²⁷

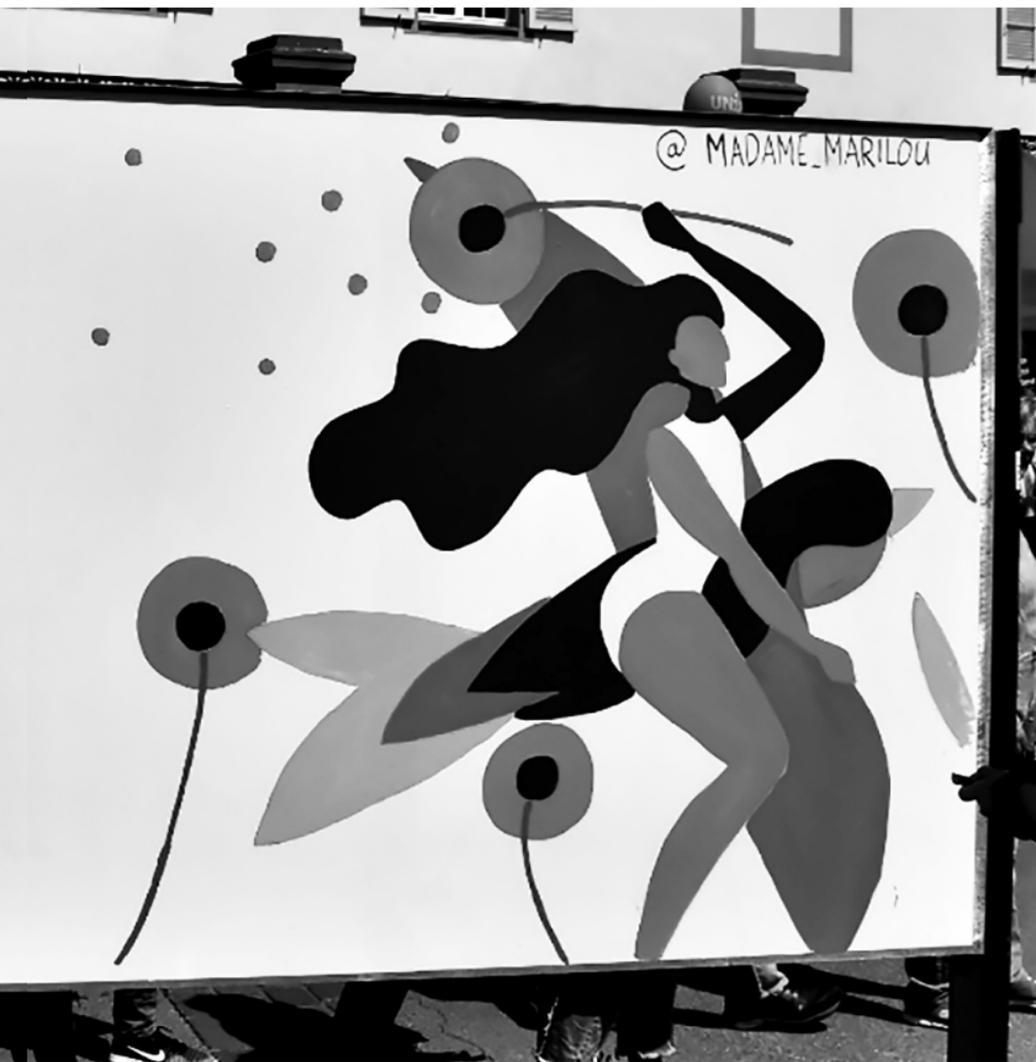
26 « “Bas les masques”, les couturières ne veulent plus travailler gratuitement » in *RTS*, 6 mai 2020.

27 « Nous voulons être cadrées, nous voulons être organisées, nous voulons être rémunérées », Entretien avec le collectif de couturières Bas Les Masques! » in *Acta Zone*, 4 mai 2020.





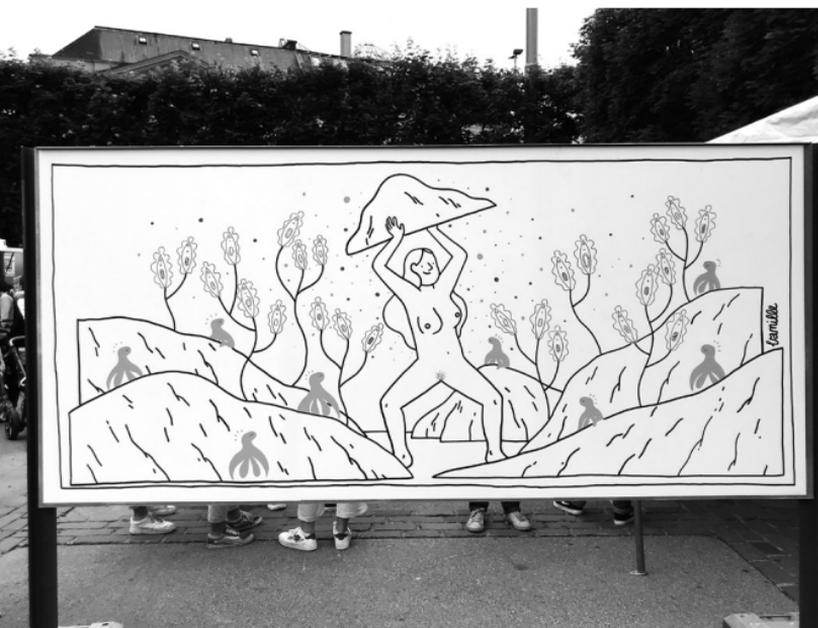
Emma
@ WICHT







5







Michèle Reynaud



1 Hélène Becquelin, *Poya féministe*

Née en Valais dans les années soixante, je suis graphiste, illustratrice et dessinatrice de bande dessinée. J'expose régulièrement mes dessins et créations en laine dans des galeries et festivals de bande dessinée. Mon dernier ouvrage publié s'intitule « 1979 », aux éditions Antipodes.

2 Emmanuelle Wicht, *Héroïnes de fiction mais vraie inspiration!*

J'ai 27 ans, je suis fribourgeoise, illustratrice et graphiste indépendante depuis quatre ans. Les univers de fiction ont une très grande place dans ma vie depuis toujours.

3 Marilou Briner, *La Messagère*

Graphiste de formation, j'ai travaillé pendant plusieurs années dans une agence de communication, avant de devenir indépendante au début de l'année 2019 pour me consacrer à l'illustration. Jouer avec des formes et des couleurs pour faire passer un message ou une émotion, c'est ce que je sais faire de mieux et c'est ma plus grande passion. Mon travail et mon style sont, de manière générale, colorés, fleuris et poétiques, avec une touche d'érotisme.

4 Nina Coursin, *Elles disent*

Née près de la montagne, loin de la mer, je disparais dans le plat pays pour apprendre à dessiner. Mais très vite le relief me manque. De retour sur Fribourg, je dessine, colle, imprime, tisse, relie, peins, au calme, dans mon atelier.

5 Gülbahar Doldur, *Femme de la terre*

Je suis née en 1971 en Turquie et vis à Fribourg depuis trois ans. J'ai longtemps travaillé comme designer de textile et instructrice de design dans mon pays. Entre 2000 et

2016, j'ai réalisé sept expositions personnelles et plus de 30 expositions collectives. En 2019, j'ai participé à une exposition collective avec des artistes fribourgeois-es pour l'association Les Anges d'Angeline.

6 Vamille, *Soulevons des montagnes*

Née en 1991 à Yverdon-les-Bains, je vis et travaille actuellement à Fribourg. Passionnée par la bande dessinée et l'illustration, j'ai suivi des études à la HEAD-Genève en communication visuelle, option images/récits. Je signe en janvier 2019, ma deuxième bande dessinée « Bonjour/Bonsoir » aux éditions La Joie de lire.

7 Maëlle Schaller

Je suis illustratrice indépendante à Fribourg, je suis membre de l'association « atelier Tramway ». Je réalise divers mandats d'illustration et de BD. Je donne des ateliers dessin à des enfants.

8 Michèle Reymond, *Womanspreading*

J'ai une formation en communication visuelle et je suis actuellement graphiste. J'aime beaucoup changer de médium et tester de nouvelles choses comme la linogravure, l'animation, la peinture, le stop motion, etc. Avant la grève des femmes, je n'avais jamais dessiné en public ni sur un format si grand. Grâce à cette expérience, j'ai réalisé par la suite plusieurs projets de fresque murale.

